

#GIDSresearch 1 / 2022

Julian Pawlak

Défense collective et bastion

L'importance stratégique du flanc nord de l'OTAN

#GIDSresearch | N° 1/2022 | Mars 2022 | ISSN 2699-4380

La Bibliothèque nationale allemande enregistre cette publication dans la bibliographie nationale allemande ; des données bibliographiques plus détaillées sont disponibles sur : <http://dnb.dnb.de>.

ISSN 2699-4380

Cet article est protégé par la licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 International (attribution – pas d'utilisation commerciale – pas de modification). Pour en savoir plus sur cette licence, veuillez consulter le lien suivant : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>.



#GIDSresearch est publié par le German Institute for Defence and Strategic Studies (GIDS).

Les articles sont consultables gratuitement sur le site Internet du GIDS : www.gids-hamburg.de

Les avis des auteurs/autrices exprimés dans #GIDSresearch ne correspondent pas nécessairement aux positions du GIDS.

Traduit par : Office fédéral des langues – service linguistique, bureau SMD 15.

Proposition de citation:

Julian Pawlak, Défense collective et bastion. L'importance stratégique du flanc nord de l'OTAN, #GIDSresearch 1/2022, Hambourg.

GIDS

German Institute for Defence and Strategic Studies
Führungsakademie der Bundeswehr
Manteuffelstraße 20 · 22587 Hamburg, Allemagne
Tel.: +49 (0)40 8667 6801
buero@gids-hamburg.de · www.gids-hamburg.de

Table des matières

Résumé	1
1 Introduction et problématique actuelle	1
2 Délimitation géographique	4
3 Rôle et importance : le flanc nord en mutation.....	6
3.1 « Le flanc » durant la guerre froide	6
3.1.1 L’offensive aérienne des États-Unis contre le nord de l’Union soviétique.....	6
3.1.2 Le « flanc nord tactique » dans le contexte du front en Europe centrale	7
3.1.3 Le bastion dans la mer de Barents et la lutte pour la mer de Norvège.....	8
3.1.4 Le flanc nord à l’âge des missiles	9
3.1.5 La stratégie de la riposte graduée de l’OTAN	10
3.1.6 Un accès direct à l’Atlantique pour l’Union soviétique	11
3.2 L’après-guerre froide et le dividende de la paix – de 1990 à 2014.....	11
3.3 Le flanc nord dans le contexte de la compétition entre grandes puissances depuis 2014	13
3.3.1 Parallèles et différences : la région balte et la défense collective, la mer de Barents et le bastion.....	15
3.3.2 S’agit-il réellement d’un flanc ?	17
4 La situation stratégique actuelle.....	18
4.1 Défis pour les forces alliées	21
4.2 Scénarios de conflit et potentiels d’escalade	23
5 Recommandations d’actions stratégiques.....	26
6 Conclusion et perspectives	31
Bibliographie	33

Défense collective et bastion – L'importance stratégique du flanc nord de l'OTAN

Résumé

Les zones maritimes en Europe du Nord et dans ses alentours, regroupés sous la désignation de flanc nord de l'OTAN, ont été, depuis la fin de la guerre froide, largement négligées dans les réflexions stratégiques de l'Alliance, notamment en matière de stratégie maritime. En dépit de préoccupations de sécurité persistantes de certains États riverains, l'approche stratégique n'a été modifiée qu'avec le changement de paradigme de l'OTAN, laquelle a officiellement reconnu, lors des sommets de Newport (Pays de Galles) et de Varsovie, la nouvelle rivalité stratégique avec la Russie. Durant la guerre froide, l'espace du flanc nord occupait, entre autres, la place d'une zone d'opérations secondaire par rapport au « front d'Europe centrale » que l'on attendait dans l'Allemagne divisée ; il faisait office de « flanc nord tactique ». Ce rôle a évolué au cours du conflit Est-Ouest, mais aussi pendant la période du dividende de la paix de 1990 à 2014 et celle de la compétition entre grandes puissances, qui dure depuis 2014, ainsi qu'en raison du « tournant historique » annoncé en février 2022.

La défense collective de l'OTAN ainsi que le concept de bastion de la Fédération de Russie incarnent aujourd'hui deux aspects stratégiques clés de la région. La présente étude portera sur cette évolution et sur l'importance stratégique actuelle du flanc nord de l'OTAN : les différents scénarios pour la région durant la guerre froide, son rôle pendant la période du dividende de la paix ainsi que l'importance et la définition de cet espace à l'heure actuelle. Cette étude soulève en outre la question de savoir si le terme « flanc nord » est encore approprié. Elle se conclut par l'esquisse de quelques recommandations d'actions stratégiques pour la région en se basant sur l'analyse qui précède.

1 Introduction et problématique actuelle

The northern European waters are an area of strategic change and innovation where the maritime security of the Western Alliance has long been recognized to be of decisive importance in any confrontation between East and West.¹

Depuis la guerre froide jusqu'à l'ère actuelle marquée par le retour de la compétition entre grandes puissances², les zones maritimes dans le nord de l'Europe ont été

1 Les eaux en Europe du Nord sont une région empreinte de changements et d'innovations stratégiques où la sécurité maritime de l'Alliance occidentale a longtemps été considérée comme étant d'une importance décisive dans toute confrontation entre l'Est et l'Ouest (notre traduction). (Garde 1985 : 43).

2 L'expression de la nouvelle compétition entre grandes puissances suit la formulation mise en

soumises à une évolution considérable en ce qui concerne leur rôle et ainsi leur importance stratégiques. La reconnaissance actuelle de leur signification stratégique pour la sécurité et la défense de l'Europe et de l'OTAN fait suite à une période de près de 25 ans de négligence dans le contexte des stratégies alliées en général et des stratégies maritimes en particulier³. Le scepticisme de certains États d'Europe de l'Est et du Nord à l'égard de ce que l'on appelle le *dividende de la paix* n'y a rien changé. Ce n'était qu'aux sommets de l'OTAN à Newport (Pays de Galles) en 2014 et à Varsovie en 2016 que la nouvelle rivalité avec la Fédération de Russie, à laquelle les États occidentaux se sont vus confrontés dans la région et au-delà, a été officiellement reconnue. L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a entraîné une reconnaissance générale du « *tournant historique*⁴ » dans l'architecture de sécurité européenne. Les mises en garde réitérées depuis 2014, voire plus tôt, contre une éventuelle guerre sur le continent européen sont donc devenues réalité.

Dans ce contexte, les zones maritimes d'Europe du Nord, regroupées dans ce document sous le terme « flanc nord », revêtent une place importante : pour la République fédérale d'Allemagne, l'OTAN et l'Europe, mais aussi pour la Fédération de Russie. Il s'y trouve des liaisons maritimes significatives du point de vue stratégique et la zone d'opérations de sous-marins stratégiques entrant dans le cadre de la dissuasion nucléaire. Par ailleurs, ces zones sont de première importance en raison d'interpénétrations économiques. La région représente aujourd'hui un *point chaud* sécuritaire dans les tensions entre l'OTAN et la Russie. Mais ce n'est pas tout. Plus que toute autre région, le flanc nord est concerné par la *raison d'être* de l'Alliance : la défense militaire collective. Or, déjà pendant les décennies du conflit Est-Ouest, « le flanc » a joué un rôle dont l'importance pour les deux blocs s'est progressivement accrue. Toutefois, au fil des années, non seulement l'importance stratégique au regard des planifications alliées en matière de sécurité et de défense, mais aussi la terminologie et la définition de l'espace « flanc nord » ont connu une évolution. Ce poids stratégique s'est progressivement répercuté sur l'architecture politico-sécuritaire, l'intérêt en matière de planification militaire et les ressources allouées en conséquence sur les plans matériel et financier. Pendant la période du dividende de la paix engrangé après 1990, la faible attention accordée à cette région, auparavant une zone sensible en termes de politique de sécurité et de défense, a entraîné, comme ailleurs aussi, un démantèlement non coordonné de structures de forces. Un patchwork partout en Europe en était la conséquence et c'est face à cette situation qu'il a fallu s'adapter en 2014 à l'importance nouvellement reconnue de la défense collective.

La présente analyse prendra ce changement comme point de départ. Afin d'analyser et de souligner la signification stratégique ainsi que le caractère évolutif du flanc nord, cette étude poursuivra, après l'introduction, avec une description et une délimitation de la localisation géographique du flanc nord. Ensuite, son évolution et sa signification

avant par les États-Unis. Celle-ci a d'abord été reconnue dans la National Military Strategy [stratégie militaire nationale] de 2015 (p. 1–4) et a ensuite pris une place centrale dans la politique sécuritaire étasunienne dans le cadre de la National Security Strategy [stratégie de sécurité nationale] de 2017 (p. 55 sqq.). Ce terme décrit une concurrence mondiale entre les États-Unis, la République populaire de Chine et la Fédération de Russie. Voir : O'Rourke 2021 : 1–3.

³ Blount/Bergeron 2021 : 10 ; Pincus 2020 : 53–54.

⁴ Olaf Scholz, cité par : Bundesregierung [Gouvernement fédéral] 2022.

seront esquissées, depuis le commencement de la guerre froide jusqu'à ce jour. La répartition temporelle se fera en trois périodes consécutives :

- la guerre froide de 1945/47 à 1990, scindée en différents scénarios calculés pour la région ;
- la période d'après-guerre froide, marquée par le dividende de la paix engrangé par l'ensemble des États, de 1990 à 2014 ;
- ainsi que le retour d'une concurrence entre grandes puissances qui dure depuis 2014.

Par la suite, ce document donnera une définition de ce que l'on entend actuellement par le « flanc nord » d'un point de vue otanien. Nonobstant son origine militaire, cette désignation est devenue au fil des années un terme établi dans la littérature scientifique, politico-sécuritaire et stratégique. Celui-ci s'emploie également dans le domaine du conseil politique, ce qui souligne encore une fois sa position établie. Il est à noter qu'il n'existe pas de définition cohérente de ce terme, ni au niveau national ni à l'échelon de l'Alliance ou de l'OTAN. La terminologie ne renvoie pas seulement à la définition géographique, délimitée dans le chapitre suivant, mais aussi à l'importance de la région dans le contexte stratégique de l'OTAN. C'est pour cela que cette étude abordera dans un premier temps la question de savoir si, d'un point de vue actuel de l'OTAN, le terme « flanc nord » est une désignation appropriée de ladite région d'Europe du Nord. À cette fin, l'étude centrera d'abord la focale sur le rôle stratégique du flanc nord depuis les dernières décennies de la guerre froide jusqu'à ce jour. Cette illustration donnera au préalable un aperçu de la place occupée par la région à différents moments lors des réflexions stratégiques de l'OTAN. L'accent sera mis sur son importance stratégique croissante et les répercussions qui en résultent. Comment a évolué l'attention accordée à la région en matière de planification militaire et à quels scénarios militaires s'attendait-on ? Sur ce fond, la présente étude fournira, dans une première étape intermédiaire, une vue d'ensemble des parallèles et des différences entre le flanc nord de la guerre froide et celui d'aujourd'hui, en tenant notamment compte d'une considération négligée pendant la période du dividende de la paix. Cette illustration est utile pour souligner l'importance stratégique actuelle de cette région pour l'Allemagne et l'OTAN. Sur cette base, la question soulevée de savoir si « flanc nord » représente une expression adéquate sera également traitée, c'est-à-dire s'il s'agit d'un flanc au sens premier du terme.

Ce fondement sera le point de départ d'une analyse plus détaillée qui se focalisera sur la situation stratégique et sécuritaire du flanc nord actuel. La région se situe aujourd'hui entre la défense collective de l'OTAN, d'un côté, et le concept de bastion de la Fédération de Russie, de l'autre, afin d'assurer la capacité de seconde frappe nucléaire. Cette partie de l'analyse comporte une description des défis actuels, des potentiels d'escalade et des scénarios de conflit, sur lesquels s'appuient ensuite des recommandations d'actions à orientation stratégique. Cet exposé se terminera par un résumé concis ainsi que par une perspective d'avenir concentrée de la région.

2 Délimitation géographique

Afin de pouvoir discuter du rôle stratégique du flanc nord de l'OTAN, il convient tout d'abord de procéder à une localisation géographique et une délimitation de la région. Or, cela ne représente pas encore une définition finale. Une description de ce que l'on appellera ci-après le « flanc nord » au sens géographique suivra.

Ce travail portera principalement sur l'aspect maritime. La délimitation du flanc nord commence au sud par les côtes de la République fédérale d'Allemagne et de la Pologne. À partir de là, il comprend le Danemark, la Suède, la Finlande et la Norvège ainsi que les zones maritimes limitrophes de la Grande-Bretagne, de l'Islande et du Groenland : allant du passage situé entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni (*GIUK Gap*) à la mer de Norvège, la mer de Barents et la mer Baltique⁵. Vu que la surface en question inclut également des parties de l'Allemagne et de la Pologne en Europe centrale, les trois pays baltes à l'est et le Svalbard, l'Islande et le Groenland au nord et à l'ouest, il est nécessaire de distinguer le flanc nord des termes « Europe du Nord » et « Scandinavie », au sens plus restreint. La prise en compte de certaines surfaces terrestres de l'Europe permet également de faire la distinction par rapport à l'Arctique (« *High North* » / (« *Le Grand Nord* »). Celui-ci est défini comme étant une zone qui commence à la transition du cercle polaire à 66 ° de latitude et s'étend jusqu'au pôle Nord. L'Arctique commence donc au sein du flanc nord. La prise en compte de la Pologne et des pays baltes à l'est a, par ailleurs, pour conséquence que le flanc nord se chevauche en partie avec la zone appelée « flanc est » de l'OTAN.

En raison des interdépendances stratégiques et des influences réciproques des différentes zones d'opérations maritimes, le flanc nord actuel représente un « nexus atlantique⁶ ». Il peut être localisé globalement dans la zone délimitée par les trois passages stratégiques, les trois « *gaps* » (« passages/corridors ») : le *GIUK Gap* susmentionné, le *Suwalki Gap* entre la Pologne et la Lituanie ainsi que le *Bear Gap*, corridor maritime de l'île aux Ours reliant la Norvège à l'archipel du Svalbard⁷.

⁵ Archer 1988 : 3.

⁶ Blount/Bergeron 2021 : 10.

⁷ Pawlak 2021 : 163–180.



III. 1: Le flanc nord avec le GIUK Gap, le Bear-Gap et le Suwałki-Gap (service de géoinformation de la Bundeswehr/bureau « Géoinfo » auprès du Collège de défense de la Bundeswehr, Ortman)

3 Rôle et importance : le flanc nord en mutation

3.1 « Le flanc » durant la guerre froide

La fin de la Seconde Guerre mondiale et, par la suite, la division de l'Europe et du monde en une partie occidentale et une partie orientale s'étant manifestée par la formation des deux alliances, l'OTAN d'un côté et le pacte de Varsovie de l'autre, furent à l'origine de la confrontation des blocs et de la guerre froide. Face à l'impact mondial du conflit, les planifications de défense et de scénarios de l'OTAN et de ses membres accordèrent une place spécifique également au domaine maritime. Au fil des années, toutes sortes d'évolutions concernant la conception politique, la structure des membres de l'OTAN, l'organisation des forces armées, les moyens et les capacités ainsi que des technologies de plus en plus avancées entraînèrent toutefois des changements quant à l'importance de différentes zones d'opérations dans le calcul stratégique de l'Alliance. Notamment le fait que l'Allemagne fut largement reconnue en tant que champ de bataille central et décisif en Europe joua un rôle prépondérant. Dans l'ensemble, différents scénarios sont cependant identifiés pour le flanc nord durant la deuxième moitié du 20^e siècle. À l'aide de documents officiels provenant, entre autres, des archives de l'OTAN, l'analyste norvégien Gjert Lage Dyndal définit sept modèles de scénarios mettant en lumière l'évolution du rôle et de l'importance du flanc nord dans la chronologie de la guerre froide⁸. Dans ce qui suit, ces scénarios serviront d'orientation afin de structurer l'importance du flanc nord pendant le conflit Est-Ouest et de décrire les différents scénarios d'engagement et d'escalade⁹.

3.1.1 L'offensive aérienne des États-Unis contre le nord de l'Union soviétique

Au début de la guerre froide, au cours des « années marquantes », l'OTAN et les États-Unis, en tant que pays membre le plus puissant, centrèrent la focale stratégique et opérationnelle dans le domaine maritime sur le flanc sud, plus précisément sur la Méditerranée et la mer Égée, qui en fait partie. Toutefois, à la fin des années 1950, face à la montée en puissance des forces soviétiques, les préoccupations en ce qui concerne des parties du flanc nord, notamment la mer de Norvège¹⁰ augmentèrent. Elle devint *la première* zone d'opérations maritimes pour les groupes aéronavals des marines américaine et britannique opérant en Europe et autour de celle-ci. En raison de l'usage calculé de ses bombardiers stratégiques, y compris de la composante nucléaire employée peu avant sur le territoire japonais, cette partie du flanc nord devint la zone d'opérations prévue de l'U.S. Air Force en tant que force prédominante.

En cas de conflit, les premières unités étaient censées opérer vers la péninsule de Kola, la mer de Barents et la mer Blanche, en passant par le territoire norvégien et une partie de l'Arctique, et attaquer les bases navales et aériennes implantées sur place pour ainsi ouvrir la voie aux escadrons de bombardiers alliés et leur permettre d'accéder au territoire soviétique¹¹. Dans cette perspective, la mer de Norvège devint le théâtre de quelques-unes des premières manœuvres navales à grande échelle de l'OTAN telle que

⁸ Dyndal 2013 : 4.

⁹ Ceux-ci ne suivent pas, pour la plupart, l'ordre chronologique (note de l'auteur).

¹⁰ Swartz 2021 : 38.

¹¹ Dyndal 2013 : 4–5.

Mainbrace en 1952, rassemblant quatre porte-avions étasuniens de la deuxième flotte et plus de 200 unités marines alliées dans les eaux septentrionales, ou bien *Mariner* l'année suivante¹². Vu que la mission principale des forces navales déployées dans cette zone aurait consisté à protéger les porte-avions, le flanc nord était, pendant les premières années, « en premier lieu un “front” indépendant sur le plan militaro-stratégique dans l'ère des bombardiers de l'U.S. Air Force des années 1950¹³ ».

3.1.2 Le « flanc nord tactique » dans le contexte du front en Europe centrale

Parallèlement à cette évolution, le fait que le *Supreme Allied Commander Europe* (SACEUR – *Commandant suprême des forces alliées en Europe*) des années 1950 tournait son attention plutôt vers le continent avait, par surcroît, une incidence considérable sur les principales priorités stratégiques de l'OTAN. En plus de l'approche susmentionnée des forces aériennes anglo-américaines par les mers du Nord et de Norvège, l'espace géographique comprenant le sud de la Scandinavie, la mer Baltique et ses accès, les grands et petits détroits (Sunds et Belts) autour du Danemark, fut identifié comme étant le « flanc nord tactique » au sens large, flanquant les actes de guerre attendus principalement en Europe centrale¹⁴.

Or, un changement stratégique fondamental au sein de l'Europe engendra rapidement un réajustement concernant la région. L'adhésion de l'Allemagne de l'Ouest à l'OTAN en 1955, un contributeur non négligeable aux compétences militaires de l'Alliance, eut un impact significatif sur l'équilibre stratégique en Europe et, par conséquent, également sur le flanc nord. En 1962, les *Allied Forces Baltic Approaches* (BALTAP – *Forces alliées des approches de la Baltique*) furent alors fondées. Menées par le Danemark et l'Allemagne de l'Ouest, comme étant les seuls États membres de l'OTAN à jouxter la mer Baltique à cette époque-là, elles témoignaient d'une place prépondérante accordée à la région. D'autant plus que la flotte de la Baltique de la marine soviétique, dotée d'énormes capacités à cette époque, disposait de bien plus qu'une supériorité en nombre par rapport à son adversaire occidental à cet endroit précis¹⁵. En dépit de ce classement en tant que région périphérique, l'accent principal de l'Alliance était mis sur la défense de la « région centrale (p. ex. l'Allemagne de l'Ouest) par rapport au deux flancs européens ou aux mers environnantes¹⁶ ».

¹² Plus tôt dans l'année 1952, la manœuvre *Grand Slam* eut lieu en Méditerranée. Swartz 2021 : 44 ; pour en savoir plus sur la signification maritime et stratégique des manœuvres, notamment au regard de la stratégie de dissuasion de l'OTAN, voir : Bergeron 2021 : 337–348.

¹³ Notre traduction: Dyndal 2013 : 5.

¹⁴ Dyndal 2013 : 7.

¹⁵ Garde 1985 : 212.

¹⁶ Notre traduction: Swartz 2021 : 71.

3.1.3 Le bastion dans la mer de Barents et la lutte pour la mer de Norvège

La stratégie alliée et étasunienne d'avancer vers le nord depuis l'Atlantique Nord, en passant par les mers du Nord et de Norvège, fut confrontée au concept de Gorchkov¹⁷ du déni d'accès maritime (« *sea denial* ») dans les zones maritimes respectives, appuyé par le potentiel de la Flotte du Nord soviétique. Notamment la mise en service de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) par la marine soviétique eut pour effet une concrétisation continue de cette approche. Avec la mer de Barents comme zone d'engagement et d'opération principale, le concept de bastion visant à assurer le contrôle maritime (« *sea control* ») et le déni d'accès face à toutes forces navales occidentales (en mer de Norvège et dans la zone de la Scandinavie septentrionale) prit de l'importance¹⁸. Le concept de bastion, censé garantir la capacité de seconde frappe soviétique grâce aux sous-marins, a accordé un rôle de théâtre de guerre indépendant à la mer de Barents. Les premiers développements de SNLE, avec le sous-marin de la classe Delta dans les années 1970 et « la course aux armements sur mer » qui s'ensuivit, avaient donc un impact énorme sur l'élaboration des stratégies soviétiques et occidentales¹⁹. Grâce aux capacités techniques nouvellement conçues et progressant davantage ainsi qu'au potentiel militaire qui en résulta, les SNLE soviétiques n'étaient plus obligés d'opérer à travers les mers de Norvège et du Nord, où ils auraient dû faire face au *Sound Surveillance System* (SOSUS – *Système de surveillance marine au moyen d'hydrophones*) étasunien et aux blocages de l'OTAN autour du passage du GIUK, pour accéder à l'Atlantique Nord et viser leurs cibles stratégiques en Amérique du Nord.

L'Alliance occidentale réagit en 1980 par le *Concept of Maritime Operations* (CONMAROPS – Concept d'opérations maritimes) pour pouvoir affronter la marine soviétique montée en puissance en termes de nombre et de capacités. Celle-ci remit par moments en cause les ambitions de l'OTAN en ce qui concerne le contrôle maritime à proximité immédiate de ses propres zones littorales dans le nord de l'Europe. Afin de contrer cette tendance et de renforcer les capacités de défense de l'OTAN, il était prévu, en plus de l'objectif d'une dissuasion au moyen de la stratégie à caractère offensif, de faire opérer des forces navales dans la partie septentrionale de la mer de Norvège. Cette approche incluait également des porte-avions de la marine américaine, auxquels les rochers et les fiords des côtes norvégiennes étaient censés offrir une protection supplémentaire au cours des « *carrier fjord operations*²⁰ » (« *Opérations de porte-avions dans les fiords* »)²¹. Cette harmonisation déjà étroite avec la marine américaine se manifesta dans l'importante concordance de la *Maritime Strategy* (*Stratégie maritime*) américaine des années 1980, qui s'inspirait du CONMAROPS. De telles imbrications des stratégies otaniennes et étasuniennes débouchèrent, entre autres, sur « des manœuvres navales de l'OTAN innovantes, agressives et orientées vers l'avant au

17 L'amiral Sergueï Gueorguievitch Gorchkov, commandant en chef de la marine soviétique de 1956 à 1985, était à la tête de la transformation de cette dernière en une « *blue water navy* » [flotte de haute mer] capable d'opérer dans le monde entier et de défier les forces navales de l'OTAN – particulièrement sur le flanc nord de l'OTAN (note de l'auteur).

18 Dyndal 2013 : 8.

19 Dyndal 2011 : 583.

20 Till 2005 : 330.

21 Børresen 2011 : 98–100; Till 2005 : 329–330.

milieu et à la fin des années 1980²² ». Notamment le flanc nord²³ faisait l'objet d'ambitions visant à réaliser un confinement (« *containment* »), une défense en profondeur (« *defense in depth* ») et l'objectif de garder l'initiative en cas de conflit armé (« *keeping the initiative* »)²⁴.

Le rôle décisif de la mer de Norvège en tant que zone maritime stratégiquement importante et disputée en cas de conflit devient clair sous cet angle. Mais la situation géographique de la partie continentale de la Norvège était, elle aussi, d'importance fondamentale, y compris pour l'Union soviétique. Dans le cadre du concept de bastion, non seulement des mesures prises en mer, mais aussi des offensives terrestres soviétiques étaient concevables. Ces dernières avaient pour but d'assurer un soutien supplémentaire aux forces navales de la Flotte du Nord depuis la voie terrestre et d'endiguer au mieux d'éventuelles menaces émanant des forces de l'OTAN déployées sur le terrain²⁵. Dans une moindre mesure, cela concernait également les territoires des États voisins de la Norvège, le nord de la Suède et de la Finlande, les îles Féroé ou les îles norvégiennes de Jan Mayen et de Svalbard.

Le rôle essentiel de la Norvège en tant que membre de l'OTAN et de son territoire dépendait, dans ce contexte, fortement du soutien par et depuis la voie maritime. Une guerre entre l'Alliance et l'Union soviétique risquait de « ne pas s'achever par une victoire en mer, mais pouvait facilement y être perdue²⁶ ». Jonathan Alford jugea encore en 1988 qu'il était impossible d'établir une défense permanente quelconque de la région et décrivit la situation comme suit :

Who controls the Norwegian Sea depends on who controls the North Norwegian airfields; who controls those airfields depends on who gets there first; and who gets there first depends on who controls the Norwegian Sea ²⁷.

3.1.4 Le flanc nord à l'âge des missiles

Dans un autre scénario, les voies maritimes et terrestres du flanc nord et de l'Arctique jouaient un rôle moins important, l'accent étant surtout mis sur leurs espaces aériens. À partir des années 1960, ces espaces aériens servaient d'itinéraires de survol pour les missiles balistiques intercontinentaux nouvellement conçus et déployés sur la terre ferme²⁸, marquant la première étape évolutionnaire vers l'âge des missiles (« *missile*

²² Notre traduction: Swartz 2021 : 80. Cependant, cette approche suscita également la critique dans des débats entre les alliés, car l'orientation offensive entravait les qualités de convoi et d'escorte des marines de l'OTAN. Voir : Swartz 2021 : 83.

²³ CONMAROPS était considéré jusqu'en 2001 comme la stratégie maritime de l'OTAN et concernait – outre le flanc nord, comprenant la mer de Norvège, les liaisons maritimes de communication (sea lines of communication, SLOC) en Atlantique et les mers peu profondes en Europe du Nord – également la Méditerranée. Voir : Bergeron 2019 : 24 ; Børresen 2011 : 3. Voir : Bergeron 2019 : 24; Børresen 2011 : 3.

²⁴ Swartz 2003 : 58.

²⁵ Børresen 2011 : 99.

²⁶ Notre traduction: Børresen 2011 : 99.

²⁷ Celui qui contrôle la mer de Norvège sera celui qui contrôle les aérodromes dans le nord de la Norvège ; celui qui contrôle ces aérodromes sera le premier arrivé sur place ; le premier arrivé sera celui qui contrôle la mer de Norvège (notre traduction). (Alford 1988 : 77).

²⁸ Dyndal 2013 : 9.

age »)²⁹. Alors que les États-Unis étaient à la traîne par rapport à l'Union soviétique en ce qui concerne leurs moyens et capacités en matière de missiles balistiques intercontinentaux, l'écart dit « *missile gap* » (« *écart en matière de technologie de missiles balistiques* ») s'avéra un véritable moteur pour des mesures d'armement supplémentaires prises à Washington. Cette tendance générale mena finalement à une nouvelle prise de conscience ayant un impact stratégique considérable, celui de la destruction mutuelle assurée (DMA) – « *mutual assured destruction* » (MAD) – un principe qui s'applique jusqu'à présent au 21^e siècle, et ce au-delà du flanc nord en tant que zone de survol de missiles balistiques.

3.1.5 La stratégie de la riposte graduée de l'OTAN

Un autre changement lié au potentiel de destruction planétaire intervint avec la stratégie de l'OTAN ciblant l'approche de la riposte graduée (« *flexible response* ») de 1967/1968³⁰. Celui-ci avait un impact important sur les évolutions en matière de politique de sécurité et le rôle du flanc nord dans les décennies suivantes. En raison de la reconnaissance mutuelle de la DMA, et ainsi du potentiel de destruction mutuelle, l'idée s'est imposée que l'usage d'armes nucléaires comme *première et seule* riposte à toute agression, y compris conventionnelle, était à éviter dans la mesure du possible et qu'il était, de ce fait, nécessaire de prendre ses distances à l'égard de la stratégie de la « *massive retaliation* » (doctrine des « *représailles massives* »). Le renforcement du dispositif militaire conventionnel était, de ce point de vue-là, une conséquence visant à muscler la dissuasion non nucléaire et à augmenter les capacités de conduite de la guerre sans qu'une escalade nucléaire ne soit nécessaire³¹. En cas d'échec de la stratégie de dissuasion de l'OTAN, l'Alliance se réserva aussi l'option nucléaire pour riposter à une agression dans le cadre de la triade suivante de réactions possibles : une défense conventionnelle directe (« *direct defense* » / « *défense directe* »), suivie d'une éventuelle escalade militaire élargie (« *deliberate escalation* » / « *escalade délibérée* ») et la frappe nucléaire finale (« *general nuclear response* » / « *riposte nucléaire Générale* »)³².

Du fait de cette doctrine, la « *flexible response* » (« *riposte graduée* ») avait également un impact important sur les routes maritimes transatlantiques (« *sea lines of communication* », SLOC – « *liaisons maritimes de communication* ») : la nécessité d'une dissuasion conventionnelle crédible allait de pair avec la capacité de l'Alliance d'assurer le transfert sécurisé de renforts en provenance d'Amérique du Nord, des États-Unis et du Canada, vers la Grande-Bretagne et le continent européen via l'Atlantique Nord³³. Pour ce faire, il était nécessaire de disposer de moyens de convoi et d'escorte non négligeables ainsi que de la capacité alliée de combattre des cibles en dessous de la surface de l'eau (« *anti-submarine warfare* », ASW – « *Lutte anti-sous-marine* », ASM). Finalement, dans le contexte de l'anticipation de possibles conflits conventionnels, y compris en dehors du front en Europe centrale, les flancs nord et sud

²⁹ Brodie 2007.

³⁰ North Atlantic Military Committee 1968.

³¹ Børresen 2011 : 98.

³² North Atlantic Military Committee 1968 : 10–11; Dyndal 2013 : 11.

³³ Børresen 2011 : 98.

étaient de plus en plus considérés comme des théâtres de guerre potentiellement indépendants en périphérie³⁴.

3.1.6 Un accès direct à l'Atlantique pour l'Union soviétique

L'intérêt soviétique d'obtenir un accès direct à l'Atlantique pour ses propres forces navales se manifesta notamment par l'exercice *Okean*, effectué en 1970 pour souligner les ambitions mondiales de l'Union soviétique et les capacités de sa flotte de haute mer (« *blue water navy* »). 84 bâtiments de surface, plus de 80 sous-marins (dont 15 à propulsion nucléaire) et 45 bâtiments de soutien et de reconnaissance, accompagnés de plusieurs centaines d'avions, participèrent à ce qui était jusque-là « le plus grand exercice jamais effectué en temps de paix³⁵ ». Les unités opérant parallèlement dans les océans Atlantique et Pacifique étaient censées exhiber le potentiel de la marine soviétique et ne manquèrent pas leur objectif³⁶. Au moyen d'un grand éventail de capacités de combat sur l'eau, sous l'eau et dans les airs ainsi que par les bases militaires développées, entre autres, sur la presqu'île de Kola, la marine soviétique souligna son intention et la capacité d'opérer à l'échelle mondiale – lui permettant d'atteindre également l'Atlantique Nord et ainsi le cœur géographique et les artères de l'OTAN en passant par la mer de Norvège. Dans le même temps, les forces navales soviétiques étaient en mesure, à ce moment-là, de « protéger leurs sous-marins stratégiques, de défendre leur patrie sur de longues distances, de mener des opérations contre les flancs de l'OTAN et de contrer la stratégie otanienne de la défense avancée en mer³⁷ ». Étant donné que l'OTAN, en ce temps-là, manquait de capacités nécessaires en matière d'escorte et de lutte efficace contre les plates-formes sous-marines (ASM), les SLOC transatlantiques furent identifiées comme étant particulièrement menacées. Des calculs prévirent pour la première année d'une guerre en 1977 la perte d'environ 1 500 navires marchands et cargos³⁸. L'impact mondial de la marine d'une grande puissance et le potentiel qui en résulte d'opérer dans l'artère de l'OTAN, l'Atlantique Nord, demeure jusqu'à ce jour un enjeu stratégique³⁹.

3.2 L'après-guerre froide et le dividende de la paix – de 1990 à 2014

Avec la fin de la guerre froide, la période décrite ci-après fut marquée, en raison du dividende de la paix, par des changements structurels significatifs intervenus au sein des forces armées européennes. Au niveau des forces navales, cela comportait notamment la réduction de capacités permettant de mener des combats navals de haute intensité et surtout d'un vaste ensemble de compétences⁴⁰. Ce changement ainsi que la diminution des forces armées étaient basés sur le tournant fondamental engendré par les événements autour de l'année 1990 en Allemagne, en Europe et dans l'ancienne Union soviétique, dont les répercussions se firent ressentir à l'échelle mondiale. Nombre d'États devenus

³⁴ Dyndal 2011 : 564.

³⁵ Notre traduction: Polmar 2020.

³⁶ Polmar 2020.

³⁷ Notre traduction: Swartz 2021 : 68–69.

³⁸ Dyndal 2011 : 580.

³⁹ Foggo III/Fritz 2016 : 18–22.

⁴⁰ Stöhs/Pawlak 2019 : 242–254.

indépendants en Europe orientale cherchèrent une adhésion rapide à l'OTAN et l'UE, bouleversant ainsi l'équilibre stratégique qui existait jusque-là en Europe. En 2004 déjà, autour de la mer Baltique, une ancienne mer soviétique, six au lieu de deux pays riverains étaient membres de l'OTAN. À cela s'ajoute que tous les États voisins – à l'exception de la Fédération de Russie – intégrèrent l'UE si ce n'était pas déjà fait. Un développement rapide d'interpénétrations florissantes sur les plans politique, économique, infrastructurel et culturel en était la conséquence positive, au profit de quasiment *tous* les États situés dans la zone du flanc nord, en particulier des riverains de la mer Baltique.

Le rapprochement politique rétabli également avec la Russie intensifia les relations Est-Ouest et permit en outre d'intégrer des éléments pratiques et opérationnels dans la coopération, y compris au niveau des forces armées. En 1994, le premier exercice réalisé en mer de Norvège dans le cadre du programme *Partnership for Peace* (PfP – *Partenariat pour la Paix*, PPP) de l'OTAN, nouvellement présenté à ce moment-là, eut lieu avec, entre autres, la participation de la marine russe (*Военно-морской флот Российской Федерации*, ВМФ) ; *Cooperative Venture 94*⁴¹. L'ancien adversaire soviétique se mit alors à participer régulièrement à l'exercice *Baltic Operations* (BALTOPS) réalisé pendant des années dans la mer Baltique sous l'égide de l'OTAN ou des États-Unis.⁴²

La dislocation de l'URSS et la période du dividende de la paix dans la communauté des États occidentaux firent alors du flanc nord, à cette époque, un espace dédié, en majeure partie⁴³, au rapprochement entre l'Ouest et l'Est. Les opérations et les missions de l'OTAN connurent, elles aussi, une évolution en ce sens : d'un côté, pour cause de moins d'activités et d'exigences sur le flanc nord, et de l'autre, en raison de nouvelles priorités qui s'imposèrent ailleurs. Dans ce contexte, les forces armées européennes de l'OTAN, mais aussi celles des États-Unis, abandonnèrent bon nombre de leurs capacités auparavant si importantes, tant dans le domaine des combats navals de haute intensité que dans celui de la lutte anti-sous-marine (ASM) (« *anti-submarine warfare* », ASW). Il en était de même pour une bonne partie de l'infrastructure militaire située sur le flanc nord : p. ex. le réseau SOSUS dans l'Atlantique Nord fut abandonné aussi bien que les bases ASM aux Açores et aux Bermudes en 1994/1995⁴⁴. La *Standing Naval Force Atlantic* (STANAVFORLANT – *Force navale permanente de l'Atlantique*), en place depuis 1968, fut transformée en 2004 pour devenir le *Standing NATO Maritime Group 1* (SNMG1 – *1^{er} groupe maritime permanent de l'OTAN*), qui avait pour objectif de s'ouvrir, par ce biais, aux zones maritimes avoisinant le flanc nord⁴⁵.

⁴¹ Swartz 2021 : 94.

⁴² L'engagement de la Russie prit fin avec sa dernière participation en 2013. Voir : French/Dombrowski 2018 : 188.

⁴³ Certaines manières d'agir de la Fédération de Russie en matière de politique extérieure et de sécurité, comme p. ex. les cyberattaques contre l'Estonie en 2007 ou la guerre en Géorgie en 2008, survenues en parallèle aux diverses tentatives de rapprochements politiques de la Russie avec l'Occident, ont mis mal à l'aise les États occidentaux au regard des intentions de Moscou (note de l'auteur).

⁴⁴ Swartz 2021 : 89.

⁴⁵ Le SNMG1 est l'un des quatre groupes maritimes multinationaux permanents de l'OTAN placés sous l'autorité de l'Allied Maritime Command [commandement maritime allié] de l'OTAN. Les Standing NATO Maritime Groups 1 et 2 [1^{er} et 2^e groupes maritimes permanents de l'OTAN] ainsi que les Standing NATO Mine Countermeasures Groups (SNMCMG) 1 et 2 [1^{er}

Cependant, la focalisation opérationnelle de l’alliance occidentale se déplaça à nouveau de manière déterminante vers le flanc sud ; citons notamment : *l’opération Sharp Guard* en Adriatique, la « *war on terror* » (« *guerre contre le terrorisme* ») menée par les États-Unis suite aux attentats du 11 septembre 2001 et l’invocation de la clause de défense collective pour la première fois, *l’opération Unified Protector* au large de la Libye ou *l’opération Ocean Shield* au large de la Corne de l’Afrique, qui représentent des opérations navales interalliées mémorables de cette époque⁴⁶. Ce changement stratégique mit au premier plan des objectifs opérationnels tels que la suprématie dans les zones côtières (« *littoral sea supremacy* »), des opérations amphibies effectuées par des unités maritimes et des frappes visant l’intérieur d’un pays ainsi que des missions de maintien de la paix et de soutien (nommées à cette époque des « *military operations other than war* », MOOTW – « *opérations militaires autres que la guerre* ») ; en revanche, l’objectif d’une suprématie maritime en haute mer (« *open-ocean sea control* ») perdit de son importance et l’intérêt que l’on y accordait devint minime⁴⁷. En somme, il est à noter pour cette période que les forces navales occidentales abandonnèrent progressivement des opérations et interventions exigeantes, comme la chasse aux sous-marins, pour lesquelles la plupart de leurs flottes avaient été conçues à l’origine. En revanche, elles avaient tendance à se consacrer à des tâches généralement moins complexes telles que la chasse aux pirates sur et aux alentours des voies maritimes importantes pour les économies occidentales⁴⁸.

3.3 Le flanc nord dans le contexte de la compétition entre grandes puissances depuis 2014

Malgré les actions précédentes que la Russie avait dirigées contre certains États voisins, comme l’Estonie en 2007 ou la Géorgie en 2008, le début des hostilités en Ukraine en 2014 a été perçu comme un choc qui a ébranlé le système de sécurité européen et le statu quo alors en place depuis presque 25 ans. Exactement 20 ans après le début du programme PfP de l’OTAN et le premier exercice naval conjoint de l’OTAN avec les forces navales de la Fédération de Russie, un nouvel antagonisme s’est manifesté sans ambiguïté entre l’Est et l’Ouest. Les développements mentionnés ci-dessus datant de la période du dividende de la paix et de l’ère de la réconciliation ont fini par devenir, plus ou moins soudainement, des vestiges du passé. L’adaptation et le recentrage sur la sécurité et la défense ont tout d’un coup regagné en importance. Cela a encouragé l’adaptation requise de budgets de financement et de planifications de ressources, de l’approvisionnement, de stratégies et de concepts opérationnels. La diminution non coordonnée de moyens et de capacités dans l’écosystème des forces armées

et 2^e groupes permanents de lutte contre les mines] en font partie. Les SNMG 1 et SNMCMG 1 sont actifs en Atlantique Nord et en mers du Nord et Baltique, tandis que les SNMG 2 et SNMCMG 2 opèrent surtout en Méditerranée et dans ses eaux voisines (note de l’auteur).

⁴⁶ En dépit de sa signification essentielle, la dimension maritime d’un grand nombre de campagnes a souvent été reconnue comme n’étant qu’un élément de soutien des opérations terrestres privilégiées (note de l’auteur).

⁴⁷ Swartz 2021 : 89.

⁴⁸ Stöhs/Pawlak 2019 : 243.

européennes, comme elle avait été pratiquée auparavant, paraissait désormais, involontairement, alarmante⁴⁹.

Les planifications de défense de l'OTAN adaptées à la nouvelle situation de menace qui en ont découlé se sont notamment manifestées sur les flancs est et nord dans le cadre d'un changement fondamental de paradigme qui marque le retour vers une défense collective et territoriale des alliés. Les résolutions prises dans le contexte du *Readiness Action Plan* (RAP – *plan d'action « réactivité »*) ont été actées au sommet de l'OTAN à Newport (Pays de Galles) et cimentées lors des rencontres qui ont suivi à Varsovie et à Bruxelles⁵⁰. Les conséquences survenues dans la région se sont avant tout traduites par des garanties données aux alliés à l'est ainsi que par l'adaptation de concepts stratégiques et de structures des forces armées. Le déploiement de troupes de l'OTAN (*enhanced Forward Presence*, eFP – *présence avancée renforcée*) à base de rotations dans les trois États baltes et en Pologne, le renforcement de la mission *Baltic Air Policing* (BAP) dans la région balte, la naissance de *NATO Force Integration Units* (NFIU – *unités d'intégration des forces de l'OTAN*), la mise en place d'un nouveau commandement atlantique de l'OTAN, le *Joint Force Command Norfolk* (JFC-NF – *Commandement allié de forces interarmées de Norfolk*) situé sur la côte est des États-Unis, la *Baltic Maritime Coordination Function* (BMCF – *Fonction de coordination maritime pour la région de la mer Baltique*) prévue ainsi que le renforcement de manœuvres multinationales et d'exercices dans les mers Baltique et de Norvège et autour de celles-ci sont considérés comme des réactions particulièrement notables. Parmi les manœuvres et les exercices comptaient, entre autres, les manœuvres élargies en termes de dimensions et d'effectifs, *BALTOPS*, *Northern Coasts*, *Cold Response* ou *Trident Juncture*. Cette dernière n'était pas seulement, en 2018, la plus grande manœuvre de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide (et la plus grande réalisée en Norvège depuis 1980), mais aussi, depuis lors, la première au cours de laquelle a opéré un groupe aéronaval étasunien dans la mer de Norvège. Alors que *Trident Juncture 18* avait plutôt pour objectif de communiquer un message à la Russie, des manœuvres et des exercices à tailles réduites servaient majoritairement à renforcer la coopération opérationnelle et à démontrer des capacités⁵¹. *BALTOPS 2019* a ainsi fait preuve de capacités permettant de parer à d'éventuelles agressions dans le domaine de compétences de l'OTAN en Europe du Nord, p. ex. en combinant cette manœuvre à l'exercice *Baltic Protector* menée par la Royal Navy.⁵²

En complément de ces mesures de l'OTAN, les alliés ont également lancé, dans la région, des initiatives individuelles, bi- et multilatérales. La *Baltic Commanders Conference* (*Conférence des commandants de la Baltique*) initiée par la Marine allemande en fait partie depuis 2015. Il en est de même pour l'état-major allemand *DEU MARFOR* nouvellement mis en place et le *Baltic Maritime Component Command* (*Commandement de la composante maritime de la Baltique*). Certaines mesures prises par les forces navales étasuniennes méritent en outre une mention particulière, comme p. ex. la (re)mise sur pied de la seconde flotte de l'U.S. Navy, la création d'un nouveau groupe opérationnel de destroyers pour la chasse aux sous-marins dans l'Atlantique

⁴⁹ Stöhs 2018 donne un aperçu de l'évolution des forces navales européennes jusqu'à ce jour.

⁵⁰ Meyer zum Felde 2018 : 101–117.

⁵¹ Bergeron 2021 : 340.

⁵² Bergeron 2021 : 339.

(*Task Group Greyhound*) ainsi que le stationnement accru de forces armées américaines et du matériel correspondant sur les flancs nord et est, notamment en Pologne ou en Norvège.

3.3.1 Parallèles et différences : la région balte et la défense collective, la mer de Barents et le bastion

Les explications données ci-dessus présentent le rôle transformé et l'évolution associée de l'importance du flanc nord de l'OTAN au fil des décennies passées. Des parallèles et des différences stratégiquement importants entre le flanc nord de la guerre froide et celui qui existe actuellement seront mis en lumière ci-après.

Son importance, notamment durant la guerre froide, s'est révélée au regard des changements en termes d'approches stratégiques, de plans opérationnels, de la donne politique ainsi que de développements techniques et de leurs impacts stratégiques. La terminologie, l'importance géographique et aussi stratégique du flanc nord ont changé dans ce sens au fil des années et des décennies⁵³.

Ainsi, les accès à la Baltique autour des grands et petits détroits, l'Øresund et la partie méridionale avoisinante de la Scandinavie étaient d'abord considérés comme le centre du flanc nord de l'OTAN. En raison des différentes influences expliquées ci-dessus, l'épicentre du flanc nord s'est déplacé vers le nord, en direction des mers de Norvège et de Barents. La région est ainsi devenue partie intégrante des planifications stratégiques et opérationnelles de l'OTAN dans les années 1980. Durant la période de presque un quart de siècle qui a suivi la fin de la guerre froide en 1990, cette région auparavant marquée par la confrontation, c'est-à-dire le flanc nord en général et la zone de la mer Baltique en particulier, est devenue une région empreinte de rapprochement. Cela a permis à bon nombre d'États faisant partie de l'ancien flanc d'adhérer à l'Alliance transatlantique et à l'Union européenne. Toutefois, il se trouve que la région du flanc nord est, de nos jours, à nouveau en proie à une rivalité stratégique entre la Russie et l'Occident. Elle est aujourd'hui un *point chaud* des relations tendues dans le contexte d'une compétition entre systèmes et grandes puissances à l'échelle mondiale.

En dépit des progrès technologiques parfois considérables, les explications présentées ci-dessus permettent d'identifier des points communs entre le flanc nord actuel et celui de la guerre froide. Si l'on regarde notamment les scénarios de planification militaire pour le flanc nord de la guerre froide (voir le chapitre 3.1), on observe des concordances avec le présent. En raison des circonstances géographiques largement inchangées sur le flanc nord, « l'accès à l'Atlantique » demeure un sujet majeur pour la marine russe⁵⁴ ; une marine de haute-mer opérant partout dans le monde est toujours considérée comme un symbole d'une grande puissance. La dissuasion nucléaire avec l'équilibre de la terreur (DMA) qui en découle est un autre aspect d'actualité, qui ne se limite cependant pas au flanc nord.

Dans ce contexte, l'Alliance se voit à nouveau confrontée au concept de bastion des forces armées russes dans le nord de la Scandinavie, en partant de la mer de Barents⁵⁵. Même si la marine russe dispose aujourd'hui de capacités inférieures à celles des forces

⁵³ Dyndal 2013 : 13.

⁵⁴ Davis/Russia Maritime Studies Institute 2015 : 22.

⁵⁵ Hestvik/Bonnar 2021.

navales de l'URSS, elle a tout de même suffisamment d'unités appropriées pour maintenir le concept de bastion, pour protéger les SNLE de la Flotte du Nord, incarnant la force de seconde frappe comme pilier central de la triade de dissuasion nucléaire russe, et pour défier les forces navales alliées dans la région. C'est pour cette raison que l'on reconnaît, lors d'une potentielle « activation » du bastion, la menace d'une invasion militaire de certaines parties terrestres dans le nord de la Scandinavie, notamment dans la province norvégienne *Troms og Finnmark* et au Svalbard. La sécurisation de la région côtière et de l'archipel serait d'importance primordiale pour un contrôle efficace des zones maritimes septentrionales⁵⁶.

En outre, les pays européens membres de l'OTAN continuent à dépendre de leurs alliés nord-américains, notamment les États-Unis, quand il s'agit d'être soutenus dans la défense en cas de conflit armé avec un acteur militaire de force égale, voire supérieure, qui aurait lieu sur le continent européen ou dans les zones maritimes limitrophes. Par conséquent, le transport de renforts, p. ex. d'unités de combat, de forces de soutien et du matériel correspondant, via l'Atlantique Nord est essentiel à la défense alliée et au concept de dissuasion conventionnelle de l'OTAN. Le fait que la dimension maritime continue à être fréquemment subordonnée à la dimension terrestre dans la vision de beaucoup d'États membres de l'OTAN représente dans le contexte de ce qui est appelé « *sea blindness*⁵⁷ » (« *aveuglement à l'égard de la dimension maritime* ») un autre parallèle avec le flanc nord de la guerre froide⁵⁸.

En revanche, il existe de nos jours également des différences par rapport à l'*ancien* flanc nord. Les réflexions concernant la planification militaire d'une offensive aérienne impliquant des parties de la Scandinavie et dirigée vers le territoire russe ainsi que le statut d'un « flanc nord tactique » sont devenus caducs, notamment en raison d'un changement considérable du territoire de l'OTAN. L'adhésion des pays de l'Europe orientale à l'OTAN a entraîné une orientation régionale des planifications de la défense. En cas de crise, il ne suffirait plus de transporter vers l'Europe centrale des unités prévues pour assurer la défense ; leur acheminement jusque dans la périphérie orientale s'imposerait. Les chaînes logistiques et les SLOC de l'OTAN ne se terminent plus aux ports d'Anvers et de Bremerhaven, mais elles s'étendent maintenant jusqu'à Riga, Tallinn et Klaipėda.

À cela s'ajoutent des possibilités tout à fait nouvelles de mener des combats et des guerres, dépassant les évolutions techniques de systèmes existants. L'usage militaire de capacités dans le cyberspace en tant que zone d'opérations a ouvert la voie vers une nouvelle dimension globale de conflits et de manières de mener ces derniers. Par surcroît, des changements importants sur le plan stratégique interviennent dans une situation géographique qui demeure largement constante sur le flanc nord, comme décrit précédemment. Le changement climatique entraîne une hausse des températures de même que la fonte des glaces dans l'Arctique, ce qui, à son tour, a une incidence sur l'utilisation des zones maritimes et des SLOC dans la région. Une intensification du trafic maritime est donc attendue, y compris aux points d'accès à l'Arctique, comme la mer de Norvège. Mise à part la crise écologique que représente le réchauffement climatique mondial, ce développement offre notamment à la Fédération de Russie la

⁵⁶ Expert Commission on Norwegian Security and Defence Policy 2015 : 20–22.

⁵⁷ Feldt 2013.

⁵⁸ Swartz 2021 : 3 ; Young 2019.

possibilité non seulement d'ouvrir et de se servir de nouvelles routes maritimes, mais aussi de bénéficier du fait que ces dernières seront empruntées par d'autres. À terme, cet espace large et profond qui regorge de ressources pourra être exploité aussi⁵⁹. Cela va de pair avec un renforcement des capacités et de la présence des forces navales russes dans la région et, de ce fait, à proximité du flanc nord.

3.3.2 S'agit-il réellement d'un flanc ?

En rétrospective de l'évolution des décennies passées, de la comparaison de parallèles et de différences par rapport à la situation actuelle et au vu de la définition de cet espace, des acteurs impliqués ainsi que du cadre stratégique, il s'agira, dans ce qui suit, de déterminer si la désignation « flanc nord » est encore appropriée du point de vue de l'OTAN dans le contexte actuel⁶⁰.

Le terme « flanc » lui-même provient de sa définition militaire. Dans un contexte tactique, une attaque sur le flanc est considérée comme une approche qui ne cible pas directement la concentration centrale de l'ennemi, mais plutôt ses côtés (moins bien ou à peine préparés), les flancs. Cela fut déjà mis en exergue dans « L'Art de la guerre » de Sun-Tsu ou dans « De la guerre » de Clausewitz⁶¹. En même temps, il convient de noter que de telles manœuvres, où l'on vise les flancs tactiques, se sont avérées décisives non seulement dans des batailles terrestres historiques, mais aussi dans le cadre de manœuvres tactiques de la guerre maritime⁶².

Si l'on transpose cette conception à la région traitée dans ce document, il est évident que la désignation de flanc nord est basée sur un calcul primaire datant de la guerre froide. Il s'agit dans ce cas de l'attente d'une bataille terrestre et de chars immense et décisive en Europe centrale, à laquelle on s'attendait avant tout dans le centre de l'Allemagne. Cela est jugé essentiel pour l'identification des régions situées au nord de l'Allemagne comme étant un flanc supplémentaire, mais secondaire, venant s'ajouter aux événements principaux qui se dérouleraient sur le territoire allemand⁶³. Bien que le flanc nord ait pris, pendant la guerre froide, la place d'un théâtre de guerre de plus en plus indépendant, la réalité des planifications militaires changea peu au cours de l'évolution ultérieure du conflit Est-Ouest. Son rôle de « théâtre de guerre périphérique⁶⁴ » de même que la concentration d'efforts faits par l'Alliance en termes de sécurité et de défense sur le front central en Allemagne furent largement maintenus.

Même après la fin de la guerre froide et la dislocation de l'URSS, le terme « flanc nord » est resté en usage, notamment depuis que la compétition stratégique et les défis sécuritaires ont fait leur retour dans la région. Le flanc nord est aujourd'hui moins perçu comme un flanc au sens originel et traditionnel. Comme le démontre la présente étude, la localisation géographique de ce dernier correspond entre-temps plutôt à une région

⁵⁹ Till 2009 : 93.

⁶⁰ Du point de vue de Moscou, cette région représente le flanc ouest de la Russie.

⁶¹ von Clausewitz 2010 ; Sun Tzu 1971.

⁶² Hughes Jr. 1997 : 25–49.

⁶³ Parallèlement au flanc sud en Turquie et en Méditerranée, souvent considéré comme plus important que le flanc nord (note de l'auteur).

⁶⁴ Dyndal 2011 : 564.

importante sous un angle stratégique, pour laquelle il n'existe toutefois pas de définition unique (jusqu'à présent)⁶⁵.

En somme, on peut noter que le flanc nord est aujourd'hui un flanc vaste et stratégique. Quant à sa situation géographique, il comprend les zones d'opérations de l'Atlantique Nord, de la mer de Norvège, des mers du Nord et Baltique ainsi que les masses continentales limitrophes et il peut être défini à travers l'espace stratégique supérieur situé dans le triangle des trois « *gaps* » précités⁶⁶.

4 La situation stratégique actuelle

L'explication de l'attention portée aux planifications militaires et des scénarios correspondants durant la guerre froide a permis de mettre en évidence l'importance stratégique croissante du flanc nord au fil des décennies. La comparaison des parallèles et différences existants par rapport à la situation actuelle dans la région et les réflexions sur la définition du terme de « flanc » ont formé ensemble la base de la perception du flanc nord tel qu'il se présente aujourd'hui. Sur cette base et à la lumière de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, la situation stratégique actuelle ainsi que les défis, scénarios de conflit et potentiels d'escalade correspondants seront explicités ci-après.

La situation stratégique actuelle sur le flanc nord est particulièrement marquée par la rivalité systémique et la compétition entre grandes puissances : entre la Fédération de Russie et l'OTAN, et, en l'occurrence, les États-Unis, en particulier⁶⁷. À première vue, la région est majoritairement dominée par des États membres de l'OTAN et de l'UE, du passage du GIUK aux pays baltes et jusqu'au nord. Toutefois, à y regarder de plus près, le déséquilibre sur le plan militaire au vu du potentiel de la Fédération de Russie devient tangible : grâce à ses Flottes de la Baltique et du Nord et surtout ses forces aériennes et terrestres dans le district militaire ouest, y compris dans l'oblast de Kaliningrad, parfois qualifié d'avant-poste, la Russie dispose d'un dispositif de forces très impressionnant par rapport aux unités de l'OTAN présentes dans la région, qui a été renforcé au fil des années passées au moyen de capacités (offensives) significatives⁶⁸. Ce sont surtout Kaliningrad et la Flotte de la Baltique⁶⁹, partiellement déployée dans l'oblast qui, après avoir été également négligées après la fin de la guerre froide, ont été revalorisées par le biais d'une augmentation massive du potentiel militaire⁷⁰. Les moyens à disposition et les possibilités affichées régulièrement lors de manœuvres, comme *Zapad*, ou à la veille de la guerre en Ukraine, de concentrer des formations significatives dans la région frontalière pourraient permettre de s'en prendre aux plus petits des pays voisins membres de l'OTAN en cas de conflit⁷¹.

65 Il convient de mentionner que, pour les États qui s'y situent, ce n'est pas « seulement » un flanc, mais leur zone d'opérations centrale en termes stratégiques (note de l'auteur).

66 Pawlak 2021.

67 Dans un contexte mondial, cela inclut également la République populaire de Chine (note de l'auteur).

68 Felgenhauer 2021 ; Kjellén 2021 ; Muzyka 2021.

69 Les deux plus grandes bases de la Flotte de la Baltique se trouvent à Baltiïsk, Kaliningrad et à Kronstadt sur l'île de Kotlin dans le golfe de Finlande.

70 Kofman 2021 ; Roblin 2021.

71 Il est à noter que non seulement la « puissance de feu », mais aussi des capacités en matière de logistique sont d'importance pour des opérations militaires en profondeur. Voir à ce sujet

Il est indéniable que la Biélorussie jouerait un rôle stratégique sur les plans géographique et militaire dans ce contexte. Pourtant, cela n'a été pris en compte que plus récemment dans les planifications de l'OTAN⁷². En termes géographiques et stratégiques, la Biélorussie a régulièrement assumé dans l'histoire le rôle d'une zone de transit aussi bien vers l'est que vers l'ouest et pourrait servir de « tête de pont » pour des opérations militaires russes, comme lors de l'agression contre l'Ukraine en février 2022, y compris en direction du corridor de Suwałki⁷³. L'interpénétration, certes ponctuelle jusqu'à présent, entreprise sous l'appellation *Union Russie-Biélorussie*, souligne cette importance stratégique et la pertinence qu'ont les planifications militaires dans la région pour le côté russe, comme le montrent le déploiement de radars sur le territoire biélorusse ou la mise en commun d'un système de défense aérienne et antimissile⁷⁴. D'un côté, la mise en œuvre de capacités russes couvre donc la quasi-totalité des besoins de la Biélorussie, laquelle dépend entièrement de la Russie en termes de capacités de défense aérienne. De l'autre, elle permet à la Russie d'étendre sa défense échelonnée dans la région, au regard notamment de la proximité de Kaliningrad⁷⁵. Par ailleurs, les deux États ont adopté une nouvelle doctrine militaire commune censée conduire à davantage d'interaction et de cohérence dans la politique de défense « en réaction à la pression exercée par l'Occident⁷⁶ ». La doctrine semble viser l'interopérabilité complète des deux forces armées pour que celles de la Biélorussie soient ainsi « intégrées dans les forces armées russes sur le plan pratique, opérationnel⁷⁷ ».

Si l'on se focalise sur la dimension maritime, il est nécessaire de s'intéresser de plus près aux forces navales russes présentes principalement sur le flanc nord, ainsi qu'à leur importance stratégique. Il s'agit, en l'occurrence, des Flottes de la Baltique et du Nord susmentionnées. Comme indiqué précédemment, la Flotte de la Baltique, faisant partie du district militaire ouest, et la structure globale des forces armées au sein de l'oblast de Kaliningrad ont connu une transformation fondamentale à la suite de l'annexion de la Crimée. La partie longtemps négligée après 1990 en ce qui concerne les planifications militaires est désormais également prise en compte dans le processus de modernisation enclenché par le commandement militaire russe. Étant donné que la Flotte de la Baltique, contrairement à ce que son nom suggère, n'est pas exclusivement composée d'unités navales, cette modernisation inclut également les éléments terrestres et aériens qui y sont déployés, ainsi que des éléments de la guerre électronique⁷⁸. La restructuration de la quasi-totalité de la défense aérienne stratégique dans l'oblast de Kaliningrad entreprise depuis 2016, en particulier, reflète les doutes quant à la capacité de l'OTAN d'agir contre des cibles terrestres depuis les airs⁷⁹. À cela s'ajoute que les avions de combat MiG-31 déployés à Kaliningrad, dotés de missiles aérobalistiques (air-

Vershinin 2021 (note de l'auteur).

⁷² Même s'il s'agit principalement du « flanc est » de l'OTAN, les points communs sont ici clairement visibles (note de l'auteur).

⁷³ Howard 2021 : 8–12.

⁷⁴ Sukhankin 2021 : 334–336.

⁷⁵ Boulègue 2020 : 8.

⁷⁶ Tass 2021.

⁷⁷ Dyner 2022 : 2.

⁷⁸ Kjellen 2021 : 42–55.

⁷⁹ Kjellen 2021 : 42–47.

launched ballistic missile, ALBM) du type *Kinjal* (code OTAN : AS-24 Killjoy), sont la preuve sans équivoque d'une dissuasion à l'encontre de l'OTAN⁸⁰.

Sur le plan maritime, le rôle de la Flotte de la Baltique est particulièrement lié à l'importance stratégique de la mer Baltique pour la Fédération de Russie. Ce rôle est en grande partie de nature économique, la part du trafic commercial russe⁸¹ via la mer Baltique ainsi que des liaisons, comme les gazoducs Nord Stream, soulignant la dépendance économique de la Russie à l'égard de voies maritimes navigables et d'une mer Baltique accessible. On attribue à la flotte en tant que telle, d'une part des opérations maritimes générales, comme des opérations de combat, l'ASM, l'usage de mines et des opérations amphibies, d'autre part, des tâches dans le cadre de la défense territoriale et nationale⁸². Sa zone d'opérations se limite donc essentiellement aux mers Baltique et du Nord, quoique la disponibilité de bâtiments de haute-mer, comme les frégates et les corvettes, permette également des opérations loin de ces deux territoires maritimes⁸³.

En revanche, la Flotte du Nord, dont le quartier général est situé à Severomorsk sur la presqu'île de Kola, est la plus grande flotte de la marine russe. Depuis le premier janvier 2021, elle est en outre la seule flotte qui constitue son propre district militaire, le district militaire nord. Elle est ainsi notamment responsable géographiquement de l'Arctique et de parties de la bande côtière nord de la Russie ainsi que des territoires maritimes limitrophes. Cette flotte est également intégrée depuis plusieurs années dans le programme de modernisation des forces armées russes, ce qui comprend notamment le renouvellement de matériels et les projets d'infrastructure, également destinés à répondre à l'évolution des conditions climatiques et géographiques dans l'Arctique et, par conséquent, dans le nord de la Russie. Une autre particularité concerne la composante maritime de la dissuasion nucléaire, également à attribuer à la Flotte du Nord avec les SNLE russes. Avec la dissuasion nucléaire depuis la mer et la protection de cet élément, elle remplit la mission primaire des forces navales russes⁸⁴. Néanmoins, la Flotte du Nord opère elle aussi régulièrement loin des mers de Barents et de Norvège, p. ex. en direction de l'Atlantique Nord.

La doctrine maritime de la Fédération de Russie datant de l'année 2015 décrit les objectifs stratégiques à long terme, comme dans l'océan Atlantique et en mer Baltique. La réalisation de ces objectifs est avant tout envisagée au moyen des Flottes de la Baltique et du Nord. Concrètement, une présence maritime suffisante de la Russie dans l'Atlantique et l'extension de capacités militaires, comme de la Flotte de la Baltique, comptent parmi ces objectifs⁸⁵. La mise en œuvre de cette doctrine dans l'Arctique est en outre sous-tendue par la priorité de garantir à la Fédération de Russie le libre accès à l'Atlantique. Dans ce contexte, la Flotte du Nord joue clairement un rôle déterminant pour la défense du territoire national sur les eaux⁸⁶. La *doctrine navale* approuvée en 2017 par le président russe Vladimir Poutine vise en outre à contrer les ambitions des États-Unis et de leurs alliés sur les océans. Cela implique l'intention de défendre les

⁸⁰ Newdick 2022.

⁸¹ En 2017, environ la moitié du trafic commercial et de conteneurs de la Russie passait par la mer Baltique, voir : Kjellen 2021 : 27 ; ITE Transports & Logistics 2017.

⁸² Kjellen 2021 : 56–65 ; Bogdanov/Kramnik 2018.

⁸³ Kjellen 2021 : 69–70.

⁸⁴ Bogdanov/Kramnik 2018 : 22.

⁸⁵ Davis/Russia Maritime Studies Institute 2015 : 19–20.

⁸⁶ Davis/Russia Maritime Studies Institute 2015 : 22.

voies d'accès maritimes et les eaux territoriales de la Russie et souligne le rôle de la marine russe en termes de projection de puissance et de dissuasion.⁸⁷

Dans le cas d'un conflit militaire de haute intensité, les alliés occidentaux seront capables de défendre la région et eux-mêmes uniquement si leurs efforts sont conjugués. Une telle dépendance se manifeste, d'une part, par les forces des différents pays membres de l'OTAN déployées et opérant dans la région et, d'autre part, par les promesses alliées de soutien mutuel en matière de défense, actées dans le Traité de l'Atlantique Nord et accentuées par le concept de dissuasion de l'OTAN – sur les plans conventionnel et nucléaire⁸⁸.

4.1 Défis pour les forces alliées

Les forces armées de l'Alliance transatlantique sont aujourd'hui confrontées à une zone d'opérations maritime à caractère multidimensionnel, marquée par des défis de toutes sortes, où les opérations se déroulent au-dessus, sur et sous la surface de l'eau. Le développement et la prolifération à grande échelle de systèmes d'armes hautement efficaces pour différentes plateformes ainsi que les « régimes de frappes de précision maritimes » (« *mature maritime precision-strike regimes* ») qui en résultent, remettent en cause les opérations libres de forces navales dans de tels espaces. À la place des navires de combat de surface, seuls concurrents opérant pour la prise « *command of the sea* » (« *contrôle de la mer* »), les forces impliquées de nos jours sont des forces omnidimensionnelles qui font ressortir la complexité et les défis des « *Multi-Domain Operations* » (« *opérations multi-domaines* »).⁸⁹ Notons toutefois que ce ne sont pas seulement les unités navales qui sont considérées comme des cibles potentielles, mais également d'autres points sensibles, comme les infrastructures significatives, p. ex. « *Command and Control* » (« *C2 – commandement et contrôle* »), les carrefours logistiques et les aérodromes⁹⁰ ». Quant aux forces navales russes, les mots clés de *kalibrisation* et de *zirconisation* traduisent l'introduction de telles capacités à grande échelle. Ces termes s'inspirent des missiles russes de *Kalibr* (code OTAN SS-N-27 Sizzler) et de *Zircon* (SS-N-33) et se sont notamment répandus dans le cadre du processus de modernisation des forces armées. Ces derniers permettent même à des unités de petite taille, dotées de tels systèmes, de devenir des plateformes aptes au combat et susceptibles d'opérer à longue portée.

D'éventuels risques peuvent désormais se présenter sur la totalité du flanc nord. La mer Baltique, dont la géographie présente la particularité d'être une mer presque fermée, représente p. ex. une zone d'opérations sur laquelle une influence considérable peut être exercée à partir des zones côtières voisines, p. ex. au moyen de capacités d'*anti-access/area denial* (A2/AD – *déni d'accès et interdiction de zone*). C'est surtout la combinaison de batteries (mobiles) de défense côtière, de sous-marins silencieux et d'opérations aériennes qui représente un énorme risque pour les forces navales dans la mer Baltique. Les opérations effectuées dans la « *striking distance* » (« *distance de frappe* »), la portée effective des effecteurs ennemis, comme des missiles de précision,

⁸⁷ Gorenburg 2017.

⁸⁸ Pour en savoir plus sur la capacité de dissuasion des forces de l'OTAN présentes en région balte, voir : Noll/Bojang/Rietjens 2021.

⁸⁹ Krepinevich 2014 : 88.

⁹⁰ Stöhs 2021 : 32.

p. ex., constituent des situations que les forces navales occidentales devront apprendre à gérer, en dépit des effets dissuasifs que produisent ces systèmes d'armes – tant à l'intérieur du territoire de l'Alliance que loin du flanc nord⁹¹. Dans le contexte de ces défis multidimensionnels, le mantra du « *to be seen is to be targeted is to be killed* » (« être vu égale être ciblé égale être tué ») s'applique à tous ceux qui opèrent dans un tel environnement d'opérations⁹².

Les besoins des forces navales alliées ne doivent pas être sous-estimés non plus, quand il s'agit de se préparer au défi, déjà considérable et toujours plus croissant, qui se pose en dessous de la surface de l'eau – dans les territoires maritimes régionaux des mers Baltique et du Nord, mais particulièrement dans les eaux profondes allant de la mer de Barents à l'Atlantique Nord. Avec le (r)établissement des forces navales russes, l'Alliance enregistre depuis plusieurs années déjà une recrudescence systématique d'activités sous-marines russes, en particulier sur le flanc nord et dans l'Atlantique⁹³. En plus de représenter une menace pour les SLOC transatlantiques, cela met également en péril une partie du concept de la dissuasion nucléaire de l'OTAN. Les SNLE des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, opérant entre autres dans l'Atlantique, en font partie⁹⁴. Le développement croissant de systèmes maritimes sans pilote (*unmanned maritime systems*, UMS⁹⁵) et de systèmes de capteurs hautement intensifs, y compris sur le fond de la mer, entrave encore davantage la capacité opérationnelle des forces amies, mais leur offre dans le même temps des possibilités d'en faire usage à leur tour⁹⁶. Certes, l'Atlantique Nord n'est pas perçu comme étant un espace où se déroulerait une quatrième bataille de l'Atlantique, à l'instar des concepts précédents de la guerre froide et des guerres mondiales. Cependant, comme le souligne le vice-amiral Andrew L. Lewis, commandant de la deuxième flotte étasunienne et du JFC-NF⁹⁷, il est considéré comme un potentiel « théâtre de guerre qui ne peut pas être ignoré ». La capacité ASM de l'Alliance prend donc la place d'une compétence clé pour la région du flanc nord⁹⁸. En ce sens, ce qu'on appelle le « *theatre-level ASW* » (« *ASM niveau théâtre de guerre* »), la chasse de grande ampleur aux sous-marins dans une zone d'opérations, est un élément significatif de futures ASM. La nature du flanc nord offre des possibilités dans ce sens, p. ex. dans les zones d'opérations en mers du Nord ou Baltique⁹⁹.

En plus de devoir faire face aux défis « *High-end* » (« majeurs ») et aux capacités en matière de conduite tridimensionnelle de la guerre navale, les alliés se voient également confrontés à des complexités restant sous le seuil d'un conflit armé, liées p. ex. à des activités subversives et hybrides ou bien aux besoins croissants de protéger le nombre toujours plus élevé de câbles sous-marins dans l'Atlantique Nord et dans les

91 Stöhs 2021 : 32–35.

92 Fox 2021.

93 Bonnar 2019 : 11.

94 Flanagan 2018 : 3.

95 Cela inclut des *unmanned surface vehicles* [véhicules de surface sans pilote] (USV) ainsi que des *unmanned underwater vehicles* [véhicules sous-marins sans pilote] (UUV).

96 Angelopoulos 2019.

97 Eckstein 2020.

98 Blount/Bergeron 2021 : 11.

99 Sproule 2021 : 4–8.

mers du Nord et Baltique¹⁰⁰. Or le rôle de la mer du Nord, en particulier, souvent passé sous silence dans les débats, ne doit pas être sous-estimé. Liaison géographique entre les zones d'opérations maritimes situées dans les mers Baltique et de Norvège ainsi que dans l'Atlantique Nord, la mer du Nord revêt une importance économique pour les riverains des mers précitées. Dans le même temps, cette mer est d'une importance primordiale pour les SLOC dans le cadre d'éventuelles mesures d'approvisionnement et de soutien en provenance de l'Amérique du Nord, et représente donc également un élément déterminant sur le flanc nord de l'OTAN¹⁰¹.

4.2 Scénarios de conflit et potentiels d'escalade

Différents scénarios en matière de stratégie militaire concernant le flanc nord durant la guerre froide ont été esquissés dans le chapitre 3.1. De plus, les explications ci-dessus concernant la situation stratégique actuelle permettent également de tirer des conclusions sur les scénarios de conflit potentiels, mais pas nécessairement imminents, et les potentiels d'escalade dans la région à l'heure actuelle¹⁰².

De manière générale, le potentiel d'escalade du conflit dans la zone du flanc nord existe à tous les niveaux d'intensité des conflits armés : du niveau de haute d'intensité au niveau de faible intensité. Ce dernier comprend les tentatives subversives abordées ci-dessus visant à saper les États occidentaux dans la zone dite grise. Les activités se produisant sous le seuil d'un conflit armé se distinguent par le fait qu'il est difficile de les classer dans la catégorie des actes de guerre hybride. Elles renferment une palette d'actions allant de campagnes de désinformation ciblées jusqu'aux cyberattaques menées contre des institutions étatiques et au sabotage d'infrastructures, le tout en vue de considérablement déstabiliser des États sans intervention directe et ouverte de forces armées ou d'acteurs étatiques¹⁰³. Une accumulation d'activités dans un tel environnement pourrait finalement amener les alliés respectifs à invoquer l'article 4 du Traité de l'Atlantique Nord pour demander une consultation des partenaires alliés au sein de l'OTAN, vu que l'ampleur des activités menées contre l'État risque d'être considérée comme une menace pour l'intégrité de ce dernier. Bien qu'une telle situation ne comporte pas nécessairement une agression militaire contre l'État ou son territoire, au sens classique et clairement visible, une déstabilisation de ce genre risque tout de même d'entraîner une potentielle escalade conduisant à l'invocation de l'article 5 et ainsi à l'engagement de mesures de défense collective¹⁰⁴. Il existe cependant le risque qu'un soutien et un accroissement des troupes de l'OTAN dans la région, initiés par la suite par ses alliés afin de stabiliser le partenaire allié en question, soient perçus côté russe comme la préparation d'un acte offensif. Cette logique d'escalade pourrait mener à une frappe préventive en réaction à ces mesures qui risquent d'être considérées comme une « concentration de troupes¹⁰⁵ ». De telles dynamiques doivent impérativement être prises en compte dans les hypothèses de scénarios en matière de défense collective.

¹⁰⁰ Murphy/Schaub Jr. 2018.

¹⁰¹ Granholm 2021.

¹⁰² En raison des défis concrets expliqués ci-dessus, l'élaboration ci-dessous de possibles scénarios d'escalade demeure pourtant plus abstraite.

¹⁰³ Granholm 2019 : 77–79.

¹⁰⁴ Expert Commission on Norwegian Security and Defence Policy 2015 : 56–57.

¹⁰⁵ Kühn 2018 : 2.

Par ailleurs, les litiges bilatéraux opposant un État membre de l'OTAN à la Fédération de Russie peuvent constituer une source de tensions importante. Une querelle de moindre importance pourrait se transformer en une crise profonde. En effet, il est très difficilement imaginable que le gouvernement actuel de la Russie se soumette à un de ses petits États voisins, même s'il est en tort¹⁰⁶. Comme illustré ci-dessus, de par le contexte régional et la structure des forces armées, la Russie dispose de la possibilité de masser ses forces militaires à proximité des frontières de l'un des pays de l'OTAN, s'il le juge nécessaire. La guerre électronique et les activités dans le cyberspace et l'espace informationnel, p. ex., peuvent rapidement perturber des infrastructures ainsi que des systèmes, les systèmes de capteurs et le C2 côté occidental et déstabiliser ainsi les échelons politique, sociétal et militaire. Une telle approche ne provoque pas forcément une situation de défense collective mais peut néanmoins poursuivre l'objectif d'un *fait accompli*¹⁰⁷.

Les incertitudes ainsi suscitées au niveau local peuvent justement être à mises à profit à cette fin et mettre l'Alliance occidentale devant le fait accompli en très peu de temps, p. ex. par l'occupation militaire d'un territoire. Du fait de la soudaineté des événements, une réaction après coup ou différée de l'OTAN, sous la forme d'une opération militaire de grande ampleur visant à recouvrer les territoires en question, équivaldrait à une escalade verticale. On citera comme exemples concrets au niveau régional notamment les pays baltes et la Norvège septentrionale, lesquels se trouvent dans la zone d'influence du concept de bastion russe, tel qu'illustré dans les chapitres 3.1.3 et 3.3.1. Si la Russie devait juger opportun « d'activer » ce concept, un recours à la force militaire pour sécuriser la région serait l'une des conséquences à attendre¹⁰⁸.

Il ressort donc du contexte général que le risque d'une telle opération en Scandinavie du Nord existerait, même dans le cas d'une crise située dans une autre zone géographique. L'éventualité d'une escalade horizontale d'une crise dans un premier temps limitée au niveau régional exige du point de vue de la Russie qu'elle garantisse durablement la protection de ses SNLE, et par là même de la composante maritime de sa dissuasion nucléaire. L'intervention militaire active de forces armées russes pour sécuriser la mer de Barents serait cependant une atteinte directe à l'intégrité territoriale de la Norvège, membre de l'OTAN. C'est pour cette raison que les différentes zones d'opérations sur le flanc nord sont si étroitement liées. En effet, la protection des sous-marins stratégiques russes dans la mer de Barents comprend le recours à la stratégie de déni d'accès, allant de la mer de Norvège jusqu'au passage du GIUK. Cela empêcherait à leur tour les forces navales alliées d'opérer librement et sans risque dans leurs eaux territoriales nord-européennes – et affecterait ainsi également l'acheminement d'unités militaires en provenance de l'Amérique du Nord vers la Grande-Bretagne, la Scandinavie et le continent européen. Il est donc considéré comme probable qu'une escalade régionale, p. ex. dans les pays baltes, risquerait de se répercuter immédiatement sur les événements qui se dérouleraient sur toute l'étendue du flanc nord¹⁰⁹. Cet état de faits explique pourquoi les concepts de l'OTAN pour la défense des trois États baltes et

¹⁰⁶ Expert Commission on Norwegian Security and Defence Policy 2015 : 55.

¹⁰⁷ Jackson 2016.

¹⁰⁸ Expert Commission on Norwegian Security and Defence Policy 2015 : 54–55 ; Holst-Pedersen Kwam 2018 : 52–54 ; Kühn 2018 : 3.

¹⁰⁹ Pawlak/Bruns 2019: 20–34.

de la Pologne ainsi que du nord de la Norvège sont étroitement liés ; leurs imbrications symbolisent le complexe stratégique du flanc nord actuel.

La Suède et la Finlande en tant que partenaires de l'OTAN en font également partie. Ces deux pays n'appartiennent certes toujours pas à l'OTAN, mais ne sont pas considérés non plus comme des États neutres. Ce sont des membres de l'Union européenne et des partenaires dans le cadre de coopérations multilatérales en matière de sécurité et de défense dans la région, comme la *Nordic Defence Cooperation* (NORDEFCO – *Coopération de défense nordique*), mais aussi au-delà de la Scandinavie et de la mer Baltique. Certes, officiellement il ne s'agit pas d'alliés de l'OTAN, mais ce sont des pays alignés, qui entretiennent des liens particuliers avec leurs partenaires occidentaux – « *aligned but not allied*¹¹⁰ » – et qui jouent un rôle essentiel pour la stabilité sur le flanc nord et, par conséquent, pour la capacité de défense de l'OTAN.

Finalement, les conditions-cadres structurelles caractérisant la nature des défis mentionnés dans le sous-chapitre précédent, comme p. ex. les capacités A2/AD, les systèmes de capteurs sophistiqués et les capacités de frappes de précision, ont un impact considérable sur les capacités opérationnelles des forces navales, terrestres et aériennes occidentales dans chacun de ces scénarios. L'approvisionnement et la défense des alliés situés à l'est en cas de conflit sous-entendrait de lutter contre ces facteurs de risque et de les surmonter, ce qui pourrait finalement entraîner une escalade de grande ampleur des deux côtés¹¹¹. En fin de compte, le danger d'un dérapage vers une guerre nucléaire plane sur chaque scénario d'escalade conventionnelle : cela pourrait être dû, p. ex., au recours à ce qu'on appelle des « frappes de désescalade », à savoir l'usage d'armes nucléaires tactiques dans le contexte d'une confrontation régionale. Une autre raison pourrait être que la Fédération de Russie, se sentant menacée dans son existence, considère une frappe nucléaire comme étant légitime dans le cadre de la défense du territoire national russe¹¹².

Il est nécessaire, dans ce contexte, de préciser l'objectif de l'illustration de tels scénarios de conflit. Il convient tout d'abord de souligner que les scénarios décrits dans ce sous-chapitre ne sont pas les seuls qui réclament d'être traités avec prudence. De manière générale, les exposés et les analyses de scénarios possibles contribuent à identifier des événements qui pourraient se produire en tenant compte des capacités et structures côté ami et en particulier des éventuels potentiels de l'adversaire. De telles réflexions *ne constituent toutefois pas* des prévisions ou des pronostics d'événements censés se produire exactement comme prévu à d'hypothétiques degrés de probabilité¹¹³. Comme le chapitre suivant le montre, elles visent au contraire au mieux à permettre de dégager des potentiels d'optimisation et des recommandations d'actions adéquates.

¹¹⁰ Pesu 2022.

¹¹¹ Kühn 2018 : 3.

¹¹² Kroenig 2018 : 323–338.

¹¹³ Granholm 2019 : 77.

5 Recommandations d'actions stratégiques

Un regard sur le passé du flanc nord aide à mieux comprendre l'importance stratégique et l'évolution de la planification militaire dans la région. Néanmoins, les décideurs politiques et militaires seraient bien avisés de ne pas suivre la logique erronée consistant à vouloir appliquer des solutions s'étant éventuellement révélées efficaces dans le passé sans les adapter aux problèmes actuels et futurs. Si l'on peut en tirer des enseignements et des conclusions, la mise en œuvre concrète des planifications en termes de politique de sécurité et de défense devra toutefois s'orienter sur les circonstances actuelles.

Au niveau de l'OTAN et au regard de la disposition de Moscou, déjà constatée en 2014 et confirmée en 2022 par la guerre en Ukraine, à porter atteinte à l'intégrité territoriale de ses pays voisins, y compris par des moyens militaires, ces circonstances exigent, à l'heure actuelle, d'accroître la capacité de défense au sens large et le sentiment de sécurité des pays membres en particulier, et ce non seulement sur le flanc est, mais aussi sur le flanc nord. Dans le cadre de l'Alliance, cela implique de renforcer les capacités de défense et de dissuasion conventionnelles *en soi* pour ainsi augmenter le coût d'éventuelles interventions militaires, notamment à l'encontre des pays membres de l'OTAN en Europe de l'Est.

Le renforcement de la capacité de défense et de dissuasion est nécessaire étant donné que les recommandations d'actions à ce sujet se réfèrent à deux niveaux de la doctrine de dissuasion : la dissuasion par « interdiction » et la menace d'un coût élevé (« *deterrence by denial* ») de même que la dissuasion par « représailles » (« *deterrence by punishment* »)¹¹⁴. Cette première s'emploie généralement en lien direct avec le contexte spécifique à la région et inclut des approches locales censées décourager une intervention militaire, p. ex. au moyen de structures de défense régionales robustes, alors que la dissuasion par « *punishment* » met l'accent sur des mesures globales prises à l'échelle de l'OTAN consistant à recourir tant à des moyens militaires qu'à d'autres moyens d'intervention.

Les revendications « classiques » en faveur d'une présence militaire renforcée sur le flanc nord et, en conséquence, les déploiements de troupes si possible dans la durée ainsi que le renforcement de capacités locales font partie des stratégies de « *deterrence by denial* » (« *dissuasion par interdiction* »). Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'en raison de leur situation géographique et leur proximité avec la Russie, les trois pays baltes, en particulier, mais aussi la Pologne, préconisent l'intensification d'une telle approche par l'OTAN, en complément des approches de « *denial* » poursuivies par leurs propres forces armées et de la partie des structures sociétales qu'ils ont alignées sur cette approche de dissuasion et de défense¹¹⁵. Il est alors correct de supposer que des structures militaires renforcées sur place entravent certaines approches, telles que celle du *fait accompli* illustrée dans le chapitre 4.2, dans la mesure où elles rappellent à l'agresseur potentiel le coût élevé¹¹⁶.

Vu la guerre en Ukraine et la nouvelle situation qui en résulte en termes de menace militaire, il est pertinent de déployer des contingents et des capacités militaires sur les territoires de pays d'Europe orientale membres de l'OTAN. Auparavant, de telles

¹¹⁴ Mazarr 2018.

¹¹⁵ Noll/Bojang/Rietjens 2021 : 124–125.

¹¹⁶ Noll/Bojang/Rietjens 2021 : 115–116.

mesures destinées à rassurer les partenaires alliés en Europe de l'Est s'effectuaient encore sur une base tournante et non permanente, dans le but de respecter l'Acte fondateur OTAN-Russie de 1997 et le principe de la renonciation aux déploiements permanents sur le territoire de l'Alliance situé à l'Est énoncé dans cet acte et par ailleurs pour ne donner aucune prise à cet égard au sens d'une prétendue rupture de l'accord. Ces restrictions s'appliquaient toutefois à l'environnement de sécurité européen tel que reconnu en 1997 (« *in the current and foreseeable security environment* »)¹¹⁷. Cependant, les conditions de base ont changé suite à l'invasion de l'Ukraine en février 2022 : à travers l'agression ouverte dirigée contre son État voisin ainsi que le non-respect de la souveraineté et du territoire ukrainiens, la Russie a déclaré nulle et non avenue l'architecture de sécurité existante, ce qui veut dire que les restrictions en termes de capacités de défense que l'OTAN s'est imposées sous respect de l'Acte fondateur OTAN-Russie perdent de leur pertinence. Car un environnement de sécurité transformé peut conduire au déploiement de renforts permanents jugés nécessaires, si la menace d'une agression devait planer sur les alliés de l'OTAN (« *reinforcements may take place, when necessary, in the event of defence against a threat of aggression* »)¹¹⁸. C'est pour cette raison que les alliés ne devraient plus se contenter de poursuivre l'approche consistant à développer des infrastructures et des chaînes logistiques importantes pour les forces alliées de deuxième échelon (« *Follow on-forces* »), dans le but de faciliter le déploiement d'unités alliées à l'intérieur du territoire de l'Alliance et à renforcer ainsi également la « *denial posture* » (« *posture de déni* »). Face à la nouvelle situation de menace, il est en outre nécessaire maintenant de consolider les capacités de défense directes de l'OTAN sur son flanc oriental, dans les pays baltes, et donc également sur le flanc nord, en particulier. Dans ce contexte, il est recommandé de ne pas uniquement s'appuyer sur des exercices et des manœuvres nécessitant un temps de préparation de plusieurs mois, voire de plusieurs années, mais de faire preuve d'une capacité de réaction au moyen de « *hard exercises* » (« *exercices dans des conditions quasi réelles* ») – qui feraient passer un message clair vers l'intérieur et l'extérieur¹¹⁹.

Cela va de pair avec la nécessité de prévoir suffisamment d'investissements dans la défense pour pouvoir répondre aux exigences qui se posent sur le flanc nord. Cela concerne notamment une grande partie des États européens membres de l'OTAN, qui seraient contraints de projeter rapidement des forces dans la région en cas de conflit, y compris la République fédérale d'Allemagne. Ce renforcement est également destiné à réduire la trop grande dépendance vis-à-vis des États-Unis et de leurs forces armées pour arriver à un niveau de dépendance acceptable. Trop souvent encore et comme si cela allait de soi, on compte sur les partenaires américains pour compenser et « combler les lacunes » dans le domaine des capacités pour lesquelles les États européens membres de l'OTAN accusent des déficits¹²⁰. Ces déficits se manifestent, p. ex., au niveau de la capacité de mener une guerre de haute intensité, à travers, entre autres, les « *missile gaps* » offensifs et défensifs des forces navales européennes¹²¹.

¹¹⁷ « *dans l'environnement de sécurité actuel et prévisible* » (notre traduction). OTAN 1997.

¹¹⁸ « *des renforts sont susceptibles d'être déployés, si nécessaire, pour se défendre contre la menace d'une agression* » (notre traduction). OTAN 1997.

¹¹⁹ Lucas/Hodges/Schmiedl 2021 : 15.

¹²⁰ Lucas/Hodges/Schmiedl 2021 : 16.

¹²¹ Stöhs 2021 : 35–41.

Il faut souligner que l'Alliance transatlantique dispose de nettement plus de possibilités et moyens pour maintenir la dissuasion d'une agression contre ses États membres. Cela comprend aussi le fait qu'il n'est pas forcément nécessaire de recourir à une symétrie militaire pour relever les défis que pose le flanc nord. Cela signifie que l'Alliance ne devrait pas exclusivement « s'orienter sur la guerre passée¹²² », mais accorder plus d'importance à sa capacité significative de « dissuasion par représailles », en complément de ses capacités « d'interdiction » qui sont à développer davantage – en plus de la dissuasion nucléaire. Si l'on considère les tendances en termes de développement technologique et opérationnel, la restauration d'une ligne Maginot à l'image de celle des années 1930 n'aurait aucun sens au vu des scénarios de conflits auxquels il faut s'attendre aujourd'hui et à l'avenir¹²³, pas plus que le rétablissement de la flotte de vedettes rapides de la marine allemande¹²⁴ ou encore la transposition des réalités stratégiques qui s'appliquaient à la ville de Fulda dans les années 1980 sur le Suwałki d'aujourd'hui. Préserver l'intégrité territoriale de ses États membres est élémentaire pour l'Alliance, laquelle se définit notamment par la défense collective. C'est pour cette raison que l'amélioration susmentionnée de la capacité de mener une guerre de haute intensité, de la logistique, des infrastructures et des capacités de déploiement est si importante. Cela inclut également d'impliquer encore davantage l'Alliance dans le renforcement de structures sociétales et dans la résistance de ces structures à des ingérences non-militaires, c'est-à-dire dans le renforcement de la résilience de la société.

Davantage d'attention devrait néanmoins être portée sur le fait que l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord *ne limite pas* l'assistance et la défense à un niveau régional¹²⁵. Explication : les capacités de défense régionales doivent être intensifiées dans la région balte en particulier, mais aussi sur la totalité du flanc nord. Mais au lieu d'attiser aveuglément le dilemme de sécurité sur le flanc nord ou à proximité des frontières de la Russie par un déploiement inflexible de troupes de l'OTAN et des États-Unis, en masse et quantité illimitées, les capacités de défense de l'Alliance devraient être réparties de manière judicieuse. De plus, il est important de souligner le potentiel de l'Alliance de pouvoir réagir à l'échelon global dans le cadre d'une stratégie de « *deterrence by punishment* » (« dissuasion par représailles »). Les points forts de l'Alliance et de ses membres, qui font qu'elle est en mesure de riposter, notamment au moyen de son large éventail de capacités militaires, mais aussi en recourant à ses capacités dans d'autres secteurs tels que ceux de la finance et de l'économie, devraient être pris en compte judicieusement et communiqués comme étant des options d'action, à caractère dissuasif. Il est à cet égard essentiel que la détermination et la disponibilité des membres de l'Alliance soient communiquées et mises en avant¹²⁶. Les États membres de l'OTAN ne devraient pas se sentir contraints de réagir de manière symétrique à une situation de menace donnée, ils devraient au contraire rester flexibles quant au choix des moyens et de la zone d'intervention, et ce, tant au niveau opérationnel que stratégique, afin de pouvoir, in fine, maintenir le principe de dissuasion. L'objectif

¹²² Lucas/Hodges/Schmiedl 2021 : 13.

¹²³ Kofman 2016.

¹²⁴ Auparavant appelée « marine fédérale allemande » (note de l'auteur).

¹²⁵ Kofman 2016.

¹²⁶ Mazarr 2018 : 2–3.

doit consister à faire comprendre à chaque ennemi potentiel que toute action entreprise à l'encontre de partenaires de l'OTAN serait extrêmement coûteuse (financièrement, militairement et politiquement) et quasiment impossible à mettre à exécution et que des mesures de défense et de rétorsion appropriées sont déjà prêtes à être mises en œuvre grâce à la cohésion de l'Alliance et le seraient sans nul doute¹²⁷.

Outre cette démarche globale, les alliés et leurs partenaires situés à proximité du flanc nord devraient concrètement et avant tout chercher à optimiser le cadre stratégique en l'adaptant à l'approche décrite ci-dessus. Une analyse cohérente de la menace, p. ex., est déterminante pour maintenir et organiser les capacités de défense. La mise en œuvre autonome par les États mène à des disparités, malgré le cadre que fournit l'OTAN et les exigences définies en termes de capacités. Ces disparités sont susceptibles de s'accroître encore à cause de la perception subjective à l'échelon politique respectif, p. ex. pour des raisons historico-culturelles¹²⁸. Une identification objective et globale des menaces permet d'éviter autant que possible une mise en place non coordonnée des capacités, mais au contraire de les structurer, et d'encourager des programmes d'approvisionnement concertés ainsi que le renforcement d'une capacité de défense commune.

Il en va de même en ce qui concerne l'optimisation de l'échange de capacités ISR (*intelligence, surveillance, reconnaissance / renseignement, surveillance, reconnaissance*) et notamment l'établissement d'un bilan de situation sur les territoires maritimes du flanc nord qui sont d'une importance cruciale pour la capacité de réaction et la conduite des opérations des forces armées. Le partage d'informations entre partenaires ainsi qu'une évaluation en temps réel et complète de ces données sont d'une importance stratégique pour la conduite de missions de surveillance maritime d'extrême urgence visant à reconnaître rapidement toute activité dans la zone d'opérations¹²⁹. Des formats existants comme la *Sea Surveillance Co-operation Baltic Sea* (SUCBAS – *coopération en matière de surveillance maritime en mer Baltique*)¹³⁰ en mer Baltique ou la *Maritime Surveillance* (MARSUR – *surveillance maritime*) de l'UE constituent des points de départ dans ce sens. Sur cette base et à commencer par l'espace baltique comme territoire maritime quasi fermé, l'un des objectifs des alliés et de leurs partenaires devrait consister à créer une *Maritime Situational Awareness* (*conscience situationnelle maritime*) commune, permanente et complète et de partager sans réserve ces images de situation entre les États partenaires pour ainsi fournir « des informations actuelles, pertinentes et correctes » aux décideurs¹³¹. La *Baltic Maritime Coordination Function* de l'OTAN qui est prévue pourrait servir à cette fin.

Dans l'idéal, cette approche s'inscrirait dans une stratégie maritime, dans le cadre de laquelle le territoire du flanc nord sera perçu comme un vaste espace stratégique situé entre les trois *Gaps* stratégiques, qui à son tour engloberait les différentes zones d'opérations. Cela devrait permettre de tenir compte de la situation de menace et des

¹²⁷ Maass 2021.

¹²⁸ Lucas/Hodges/Schmiedl 2021 : 13.

¹²⁹ Mahnken/Sharp/Kim 2020.

¹³⁰ Terme inspiré de son origine suédo-finlandaise *Sea Surveillance co-operation Finland Sweden* [coopération entre la Finlande et la Suède en matière de surveillance maritime] (SUCFIS). Les deux États partenaires de l'OTAN sont des pionniers en termes de coopération et d'intégration des forces armées sur le flanc nord.

¹³¹ Metrick/Hicks 2018 : 20.

conditions spécifiques à la région, notamment dans un environnement opérationnel multidimensionnel et en accordant une attention particulière à la capacité de défense collective. Le maintien des SLOC, essentielles pour la défense de l'Alliance, non seulement à travers l'Atlantique Nord, mais aussi en mer Baltique, et les opérations à portée de capacités A2/AD échelonnées ennemies représentent deux défis notables à prendre en considération. La nouvelle conception du concept stratégique de l'OTAN, attendue pour l'été 2022, pourrait servir de fondement à des réflexions dans ce contexte.

Mais la République fédérale d'Allemagne se trouve elle-même également dans une position lui permettant de renforcer la sécurité et la défense ; il suffirait qu'elle assume ce rôle. Le chancelier fédéral Olaf Scholz¹³² a évoqué, dans sa déclaration gouvernementale du 27 février 2022, un changement de paradigme dans la politique de sécurité allemande. Cependant, l'Allemagne disposait déjà auparavant du budget de défense le plus élevé sur le flanc nord et était, également dans le contexte général de l'OTAN, dans le peloton de tête quant aux investissements financiers. La Bundeswehr compte également parmi les plus grandes forces armées dans la région et dispose ainsi p. ex. de la marine occidentale la plus importante en termes de taille et de capacités en mer Baltique. Certaines initiatives telles que DEU MARFOR, et la candidature à la *Baltic Maritime Coordination Function* de l'OTAN correspondent au rôle de pionnier de la Bundeswehr qui fait aussi figure de partenaire fiable pour les alliés, notamment dans le domaine maritime.

Pourtant, des doutes existaient quant à « l'intention et la capacité¹³³ » de la République fédérale de réellement donner des garanties de sécurité dans la région. Un tel scepticisme était dû, d'un côté, au rapport en partie insuffisant de Berlin vis-à-vis de ses propres forces armées et, de l'autre, à une politique extérieure et de sécurité dont la mise en œuvre concrète n'était pas toujours compréhensible pour les partenaires et alliés. Cependant, l'augmentation annoncée du budget de défense à plus de deux pour cent du PIB, le fonds spécial d'un montant de 100 milliards d'euros dédié à la Bundeswehr, la mise à l'arrêt du gazoduc Nord Stream 2 et les livraisons d'armes à l'Ukraine – des décisions toutes prises, *de facto*, en l'espace de quelques jours – témoignent d'un changement fondamental, amorcé par la coalition « feu tricolore » à la lumière de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. En plus d'équiper les forces armées de manière satisfaisante, comme prévu, il est recommandé d'approfondir la coopération en matière de sécurité et de défense avec les partenaires internationaux pour renforcer concrètement l'architecture de sécurité régionale. Un exemple positif en est la coopération avec la Norvège, dernièrement concrétisée par un programme d'acquisition commun de sous-marins du type 212 CD ¹³⁴ ; il est toutefois recommandé de créer des coopérations supplémentaires, plus intenses, y compris avec des États de l'Europe de l'Est, en particulier la Pologne.

De manière globale, le gouvernement fédéral semble désormais se positionner clairement dans le contexte de l'Alliance, y compris dans ses relations économiques et sur la scène diplomatique, et accepter un regard marqué par la *realpolitik* sur la nouvelle

¹³² Bundesregierung [Gouvernement fédéral] 2022.

¹³³ Lucas/Hodges/Schmiedl 2021 : 16.

¹³⁴ Le texte de la stratégie du gouvernement norvégien vis-à-vis de l'Allemagne datant de l'année 2019 précise que « L'Allemagne [...] est le partenaire le plus important de la Norvège en Europe. » (note de l'auteur) ; Presse- und Informationszentrum Marine [centre de presse et d'information de la marine allemande] 2021.

situation de menace en Europe. Il s'agit là d'une évolution positive étant donné que, de cette manière, l'Allemagne rallie non seulement ses forces armées, mais aussi ses capacités et instruments non militaires à l'approche globale de la dissuasion par représailles poursuivie par les membres de l'OTAN – approche qui nécessite d'être intensifiée – ce qui lui permet de renforcer la confiance et de réaffirmer sa fiabilité en tant que partenaire de l'Alliance.

6 Conclusion et perspectives

La première partie de la présente étude a examiné le développement du caractère stratégique du flanc nord, et ce de la période de la guerre froide et de la phase des dividendes de la paix qui a suivi jusqu'à nos jours. Cela a permis de constater que cet espace s'est vu attribuer des rôles différents dans des scénarios divergents, et ce, dans un premier temps, au cours de la deuxième moitié du 20^e siècle. Du point de vue stratégique, le flanc nord est passé ainsi de sa position en tant que partie secondaire du front d'Europe centrale durant la guerre froide à une région nettement plus importante, notamment en raison de son rôle majeur sur le plan maritime. Cela a conduit au constat actuel que le flanc nord représente aujourd'hui un espace stratégique entre le passage du GIUK, le corridor de Suwałki et le corridor de l'Île aux Ours, le flanc nord continuant de conserver, du point de vue des pays occidentaux membres de l'OTAN, sa dénomination traditionnelle. Toutefois, il ne sert plus de flanc tactique et militaire au sens originel du terme, comme ce fut le cas au commencement du conflit Est-Ouest ; il paraît également peu probable qu'il retrouve cette importance aujourd'hui ou dans un proche avenir.

Cet aperçu historique a permis de poser le fondement pour que l'étude puisse se concentrer essentiellement sur la situation stratégique actuelle et la signification de celle-ci. Après la constatation des parallèles et des différences sur le flanc nord ainsi que l'examen de la notion de flanc nord, la présente étude a décrit les défis, les scénarios de conflit et les potentiels d'escalade dans la région. Les réactions aux défis identifiés en matière de stratégie militaire et aux scénarios correspondants interviennent de manière transdimensionnelle, notamment au niveau de l'Alliance, mais aussi à travers les propres initiatives des États situés sur le flanc nord. Il n'empêche que le soutien des États-Unis et de leurs forces armées aux Européens est indispensable tant en ce qui concerne la dissuasion que l'éventuelle défense. Au regard de ces circonstances, des potentiels d'optimisation et des recommandations d'actions peuvent aussi être identifiés : les structures de défense régionales restent à être améliorées, les potentiels de coopération à l'échelle bi- et multinationale ne sont qu'en partie exploités, p. ex.¹³⁵. Des difficultés persistent également quand il s'agit de maintenir les SLOC nécessaires à la *défense globale* de la région en cas de conflit, d'opérer à portée des considérables capacités A2/AD échelonnées de la Russie et de les contrecarrer rapidement. En règle générale, il est cependant recommandé à l'Alliance atlantique et à ses États membres d'exploiter leurs capacités clés dans toute leur ampleur. D'une part, la défense collective sur le flanc nord est une tâche « classique » de l'OTAN qui comporte la nécessité de renforcer les structures de défense régionales selon une approche de « *deterrence by*

¹³⁵ Hodges/Lucas/Schmiedl 2021.

denial » (« *dissuasion par interdiction* »). D'autre part, les moyens globalement efficaces à disposition de l'OTAN et de ses États membres dans le domaine militaire, mais aussi dans les secteurs économique et financier, méritent d'être soulignés. Au vu du changement de paradigme dans sa politique de sécurité, il est tout particulièrement de la responsabilité de la République fédérale de mettre ses excellentes capacités économiques et son rôle politique au service de l'Alliance transatlantique et de la défense des alliés situés sur les flancs nord et est.

Néanmoins, les pays membres de l'OTAN et leurs partenaires devront aussi se préparer, dans les décennies à venir, à une multitude de défis supplémentaires sur le flanc nord, que la présente étude n'a pu aborder que sommairement. Ces défis sont de nature différente, comme le montre la hausse des températures due au changement climatique mondial qui entraînera la fonte des calottes polaires et un intérêt global de plus en plus accru pour cette région. La fonte des glaces permet non seulement l'extraction de ressources précieuses, mais aussi l'ouverture de nouvelles routes maritimes et SLOC et raccourcit les distances de transport maritime entre l'Asie et l'Atlantique Nord. Dans le même temps, de nouveaux conflits potentiels se profilent dans la région. L'Atlantique Nord et la mer de Norvège feront alors non seulement l'objet d'un intérêt accru, mais enregistreront aussi un trafic maritime plus élevé, dans les domaines civil, commercial et militaire. On peut donc partir du principe que les présences passées de forces navales chinoises et iraniennes sur le flanc nord ne seront pas les dernières de ce genre. La possibilité de se voir à l'avenir confrontée à des activités effectuées en parallèle ou coordonnées par différentes forces navales non alliées dans les eaux territoriales de l'OTAN placerait l'Alliance devant de nouvelles difficultés. C'est pour cette raison que les forces armées de l'OTAN et de l'Occident doivent veiller à planifier et à coordonner avec discernement et de façon anticipée leurs efforts en matière de sécurité et de défense dans la région et au-delà.

Sous cet angle, l'Alliance devra décider dans l'intérêt de ses membres comment elle gèrera ses flancs stratégiques à l'avenir.

Si en 2014 le flanc nord se prêtait encore au maintien de canaux de communication avec la Fédération de Russie et à d'éventuelles possibilités de rapprochement et de coopération à petite échelle, comme le sauvetage en mer (SAR) ou des activités en rapport avec le dérèglement climatique et la protection de l'environnement, suite à l'invasion de l'Ukraine ce genre de mesures est sur le point de disparaître. De plus, suite aux agressions de la Russie contre ses États voisins, la question d'une adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande, États situés sur le flanc nord, se pose plus que jamais. Les deux interagissent, certes, aux niveaux bi- et multilatéraux avec différents membres de l'OTAN, mais ne participent pas à la défense collective de l'Alliance. Il reste à voir si, à la lumière de la nouvelle situation de menace, la Suède et la Finlande prendront la décision de soumettre leurs demandes d'adhésion à l'OTAN.

À l'avenir aussi, en aucun cas des concessions en interne de l'Alliance ne doivent être faites quant aux garanties de sécurité au profit des États membres de l'OTAN, y compris de ceux situés en périphérie. L'importance stratégique et politique de ces membres est tout aussi fondamentale que celle de n'importe quel autre État membre, indépendamment de l'appellation régionale de « flanc ». Une éventuelle incapacité de défendre une des parties de l'Alliance mettrait en péril bien plus que la région concernée. Elle remettrait plutôt en cause ce dont l'OTAN se réclame : si elle ne devait pas être capable de défendre ses membres les plus éloignés géographiquement, « l'article 5 et

l'entière *raison d'être* de l'Alliance seraient dépourvus de légitimité¹³⁶ ». C'est pourquoi une volonté et une capacité de défense clairement affichées sont d'une telle importance dans le contexte de la dissuasion.

De par la nature de l'Alliance, les États membres de l'OTAN et leurs forces armées sont tenus d'être préparés à tous types de scénarios de conflit. C'est pourquoi l'approche à 360 degrés de l'OTAN joue un rôle important pour relever l'intégralité des menaces et des défis auxquels sont confrontés l'Alliance et ses membres. Toutefois, la difficulté qui réside dans l'élaboration de cette approche est de ne pas simplement se mettre d'accord sur des plus petits dénominateurs communs dans le cadre de la recherche de solutions de compris, là où une stratégie énergique de défense et de dissuasion est nécessaire, comme c'est le cas sur le flanc nord de l'OTAN – tant dans le cadre d'une stratégie régionale maritime que d'une stratégie globale au niveau de l'OTAN¹³⁷. Cela englobe nécessairement la capacité de pouvoir affronter des conflits militaires de haute intensité et de défendre avec succès les alliés. In fine, l'objectif de l'Alliance doit consister à intégrer de façon permanente les exigences élémentaires d'une dissuasion étendue et crédible dans une stratégie cohérente. La République fédérale d'Allemagne a les moyens d'y apporter sa contribution – encore faut-il qu'elle les mette en œuvre.

Bibliographie

- Alford, Jonathan (1988) : A Change in British Priorities?, paru dans : Geoffrey Till (éditeur), *Britain and NATO's Northern Flank*, The Macmillan Press : Londres, p. 74–82.
- Angelopoulos, Pavlos (2019) : Unmanned Maritime Systems in the Battle of the Atlantic, paru dans : *Cutting the Bow Wave 2019*, p. 51–53.
- Archer, Clive (1988) : The Political and Economic Context, paru dans : Geoffrey Till (éditeur), *Britain and NATO's Northern Flank*, The Macmillan Press : Londres, p. 3–20.
- Bergeron, James H. (2021) : The Complex Function of Exercises in a Maritime Strategy of Deterrence, paru dans : Pawlak, Julian/Peters, Johannes (éditeurs), *From the North Atlantic to the South China Sea*, Nomos : Baden-Baden, p. 337–348.
- Begeron, James H. (2019) : Commanding the Alliance at Sea, paru dans : *Cutting the Bow Wave 2019*, p. 21–28.
- Blount, Keith/Bergeron, James H. (2021) : NATO's Maritime Domain, paru dans : *Cutting the Bow Wave 2021*, p. 9–16.
- Bogdanov, Konstantin/Kramnik, Ilya (2018) : The Russian Navy in the 21st Century. The Legacy and the New Path (CNA Occasional Paper, Oktober 2018), CNA : Arlington, VA.
- Bonnar, Todd (2019) : “Red Storm Rising”, paru dans : *Cutting the Bow Wave 2019*, p. 9–13.
- Boulègue, Mathieu (2020) : Russia's Assets and Liabilities in Belarus (CEPA Report), CEPA : Washington, <https://cepa.org/wp-content/uploads/2020/11/Russian-Assets-and-Liabilities.pdf>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Børresen, Jacob (2011) : Alliance Naval Strategies and Norway in the Final Years of the Cold War, paru dans : *Naval War College Review* 64 (2), p. 97–115.
- Brodie, Bernard (2007) : *Strategy in the Missile Age*, RAND Corporation du

¹³⁶ Stubbs 2017 : 47.

¹³⁷ Roberts 2018.

- 08/10/2007, https://www.rand.org/pubs/commercial_books/CB137-1.html, dernière consultation le 08/01/2022.
- Gouvernement fédéral (2022) : Déclaration gouvernementale du chancelier fédéral Olaf Scholz datant du 27 février 2022, <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/regierungserklaerung-von-bundeskanzler-olaf-scholz-am-27-februar-2022-2008356>, dernière consultation le 03/03/2022.
- von Clausewitz, Carl (2010) : Vom Kriege, publié par Oliver Corff, <https://www.clausewitz-gesellschaft.de/wp-content/uploads/2014/12/VomKriege-a4.pdf>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Davis, Anna/Russia Maritime Studies Institute (2015) : The 2015 Maritime Doctrine of the Russian Federation (RMSI Research, n° 3), https://digital-commons.usnwc.edu/rmsi_research/3, dernière consultation le 08/01/2022.
- Dyner, Anna Maria (2022) : New Military Doctrine of the Union State of Belarus and Russia (The Polish Institute of International Affairs, Bulletin No. 28 (1945), 15.02.2022), <https://pism.pl/publications/new-military-doctrine-of-theunion-state-of-belarus-and-russia>, dernière consultation le 08/03/2022.
- Dyndal, Gjert Lage (2011) : How the High North became Central in NATO Strategy. Revelations from the NATO Archives, paru dans : *Journal of Strategic Studies* 34 (4), p. 557–585.
- Dyndal, Gjert Lage (2013) : The Northern Flank and High North Scenarios of the Cold War, document de conférence, „Peripherie oder Kontaktzone? Die NATO-Flanken 1961 bis 2013“, Centre d’histoire militaire et de sciences sociales de la Bundeswehr : Potsdam.
- Eckstein, Megan (2020) : As Russian Submarines Lurk, 2nd Fleet Conducting Tougher Training of East Coast Ships, paru dans : *USNI News* du 04/02/2020, <https://news.usni.org/2020/02/04/as-russian-submarines-lurk-2nd-fleet-conductingtougher-training-of-east-coast-ships>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Expert Commission on Norwegian Security and Defence Policy (2015) : Unified Effort, publié par le ministère norvégien de la Défense, <https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/fd/dokumenter/rapporter-og-regelverk/unified-effort.pdf>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Feldt, Lutz (2013) : Sea Blindness – ein Faktor der Maritimen Sicherheit, paru dans : Bruns, Sebastian/Petretto, Kerstin/Petrovic, David (éditeurs), *Maritime Sicherheit*, Springer Fachmedien : Wiesbaden, p. 17–21.
- Felgenhauer, Paul (2021) : Moscow Announces Dramatic Expansion of Military Forces in Western Direction, paru dans : *Eurasia Daily Monitor* 18 (88), <https://jamestown.org/program/moscow-announces-dramatic-expansion-of-military-forces-in-western-direction/>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Flanagan, Stephen J. (2018) : NATO’s Return to the North Atlantic. Implications for the Defense of Northern Europe (FIIA Briefing Paper 250).
- Foggo III, James/ Fritz, Alarik (2016) : The Fourth Battle of the Atlantic, paru dans : *Proceedings* 142 (6), p. 18–22.
- Fox, Collin (2021) : The Porcupine in No Man’s Sea. Arming Taiwan for Sea Denial, paru dans : *Center for International Maritime Security* du 04/08/2021, <https://cimsec.org/the-porcupine-in-no-mans-sea-arming-taiwan-for-sea-denial/>, dernière consultation le 08/01/2022.
- French, Ryan W./Dombrowski, Peter (2018) : Exercise BALTOPS. Reassurance and Deterrence in a Contested Littoral, paru dans : Heuser, Beatrice/Heier, Tormod/Lasconjarias, Guillaume (éditeurs), *Military exercises. Political messaging and strategic impact* (Forum Paper 26), Collège de défense de l’OTAN : Rome, p. 187–210.
- Garde, Hans (1985) : Alliance Navies and the Threat in the Northern Waters, paru dans

- : Naval War College Review 38 (2), p. 43–52.
- Gorenburg, Dimitry (2017) : Russia's New and Unrealistic Naval Doctrine, paru dans : War on the Rocks du 26/07/2017, <https://warontherocks.com/2017/07/russias-new-and-unrealistic-naval-doctrine/>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Granholm, Niklas (2021) : Like Butter Scraped Over Too Much Bread. The North Sea, Skagerrak and Kattegat—an Overlooked Region in Maritime Defence and Security?, paru dans : Pawlak, Julian/Peters, Johannes (éditeurs), From the North Atlantic to the South China Sea, Nomos : Baden-Baden, p. 181–196.
- Granholm, Niklas (2019) : Small navies and naval warfare in the Baltic Sea region, paru dans : McCabe, Robert/Sanders, Deborah/Speller, Ian (éditeurs), Europe. Small Navies and Maritime Security. Balancing Traditional Roles and Emergent Threats in the 21st Century, Routledge : Londres, p. 71–88.
- Hestvik, Geir/Bonnar, Todd (2021) : Russian Bastion Defence, paru dans : Cutting the Bow Wave 2021, p. 30–32.
- Hodges, Ben/Lucas, Edward/Schmiedl, Carsten (2021) : Close to the Wind. Baltic Sea Regional Security, Executive Summary - Interim Report, Center for European Policy Analysis (CEPA), https://cepa.org/wp-content/uploads/2021/08/CEPAClose-to-the-Wind-ES-v6_web.pdf, dernière consultation le 08/01/2022.
- Holst-Pedersen Kwam, Ina (2018) : “Strategic Deterrence” in the North. Implications of Russian Maritime Defence Planning and Seapower to Norwegian Maritime Security, Master Thesis in Comparative Politics, Faculty of Social Sciences, Université de Bergen.
- Howard, Glen E. (2021) : The Growing Importance of Belarus on NATO's Baltic Flank, paru dans : Howard, Glen E./Czekaj, Matthew (éditeurs), The Growing Importance of Belarus on NATO's Eastern Flank, The Jamestown Foundation : Washington, DC, p. 1–30.
- Hughes Jr., Wayne P. (1997) : Naval Maneuver Warfare, paru dans : Naval War College Review 50 (3), p. 25–49.
- ITE Transports & Logistics (2017) : Russia & the Baltics. Transport trials ready to be overcome, paru dans : ITE Transport & Logistics du 18/10/2017, <http://www.transport-exhibitions.com/Market-Insights/Russia/Russia-the-Baltics-transport-logistics>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Jackson, Van (2016) : Grappling with the Fait Accompli. A Classical Tactic in the Modern Strategic Landscape, paru dans : War on the Rocks du 31/05/2016, <https://warontherocks.com/2016/05/grappling-with-the-fait-accomplis-a-classical-tactic-in-the-modern-strategic-landscape/>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Kjellén, Jonas (2021) : The Russian Baltic Fleet. Organisation and role within the Armed Forces in 2020 (FOI-R--5119--SE, Februar 2021), <https://www.foi.se/rest-api/report/FOI-R--5119--SE>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Kofman, Michael (2021) : Russian Forces in Kaliningrad. Implications of the newly formed 18th Guards Motor Rifle Division, paru dans : Russian Military Analysis du 22/03/2021, <https://russianmilitaryanalysis.wordpress.com/2021/03/22/russian-forces-in-kaliningrad-implications-of-the-newly-formed-18th-guards-motor-rifle-division/>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Kofman, Michael (2016) : Fixing NATO Deterrence in the East or: How I Learned to Stop Worrying and Love NATO's Crushing Defeat by Russia, paru dans : War on the Rocks du 12/05/2016, <https://warontherocks.com/2016/05/fixing-nato-deterrence-in-the-east-or-how-i-learned-to-stop-worrying-and-love-natos-crushing-defeat-by-russia/>, dernière consultation le 05/02/2022.
- Krepinevich, Andrew F. (2014) : Maritime Warfare in a Mature Precision-Strike

- Regime, Center for Strategic and Budgetary Assessments: Washington, DC.
- Kroenig, Matthew (2018) : Russlands Nuklearstrategie gegenüber Europa. Wie organisiert man Abschreckung gegen Deeskalation mit nuklearen Schlägen?, paru dans : SIRIUS – Zeitschrift Für Strategische Analysen 2 (4), p. 323–338.
- Kühn, Ulrich (2018) : Preventing Escalation in the Baltics. A NATO Playbook, Carnegie Endowment for International Peace, https://carnegieendowment.org/files/Kuhn_Baltics_INT_final_WEB.pdf, dernière consultation le 08/01/2022.
- Maass, Richard W. (2021) : Salami Tactics. Faits Accomplis and International Expansion in the Shadow of Major War, paru dans : Texas National Security Review 5 (1) (hiver 2021/2022), p. 33–54, <https://tnsr.org/2021/11/salami-tactics-faits-accomplis-and-international-expansion-in-the-shadow-of-major-war/>, dernière consultation le 03/03/2022.
- Mahnken, Thomas G./Sharp, Travis/Kim, Grace B. (2020) : Deterrence by Detection. A Key Role for Unmanned Aircraft Systems in Great Power Competition, Center for Strategic and Budgetary Assessments : Washington, D.C.
- Mazarr, Michael J. (2018) : Understanding Deterrence, RAND Corporation : Santa Monica, CA, <https://www.rand.org/pubs/perspectives/PE295.html>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Metrick, Andrew/Hicks, Kathleen H. (2018) : Contested Seas. Maritime Domain Awareness in Northern Europe, Center for Strategis & International Studies : Washington, D.C.
- Meyer zum Felde, Rainer (2018) : Abschreckung und Dialogbereitschaft. Der Paradigmenwechsel der NATO seit 2014, paru dans : SIRIUS – Zeitschrift Für Strategische Analysen 2 (2), p. 101–117.
- Murphy, Martin/Schaub, Gary Jr. (2018) : “Sea of Peace” or Sea of War—Russian Maritime Hybrid Warfare in the Baltic Sea, paru dans : Naval War College Review 71 (2), p. 123–147.
- Muzyka, Konrad (2021) : Russian Forces in the Western Military District (CNA Occasional Paper, juin 2021), https://www.cna.org/CNA_files/PDF/IOP-2020-U028759-Final.pdf, dernière consultation le 08/01/2022.
- Newdick, Thomas (2022) : Russian MiG-31s armed with Air-Launched Ballistic Missiles have arrived in Kaliningrad, paru dans : The Drive du 08/02/2022, <https://www.thedrive.com/the-war-zone/44205/russian-mig-31s-armed-with-airlaunched-ballistic-missiles-have-arrived-in-kaliningrad>, dernière consultation le 09/03/2022.
- Noll, Jörg/Bojang, Osman/Rietjens, Sebastian (2021) : Deterrence by Punishment or Denial? The eFP Case, paru dans : Osinga, Frans/Sweijjs, Tim (éditeurs), NL ARMS Netherlands Annual Review of Military Studies 2020. Deterrence in the 21st Century - Insights from Theory and Practice, T.M.C. Asser Press : Den Haag, p. 109–128.
- North Atlantic Military Committee (1968) : Final Decision on MC 14/3. A Report by the Military Committee to the Defence Planning Committee on Overall Strategic Concept for the Defence of the North Atlantic Treaty Organization Area, 16.01.1968, <https://www.nato.int/docu/stratdoc/eng/a680116a.pdf>, dernière consultation le 08/01/2022.
- North Atlantic Treaty Organization (1997) : Founding Act on Mutual Relations, Cooperation, and Security between NATO and the Russian Federation signed in Paris, France, 27.05.1997, Last updated: 12.10.2009, https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_25468.htm, dernière consultation le 09/03/2022.
- O’Rourke, Ronald (2021) : Renewed Great Power Competition. Implications for Defense—Issues for Congress, Congressional Research Service, 27.01.2021.

- Pawlak, Julian (2021) : Bridge the Gaps—An Allied Naval Approach for Northern Europe, paru dans : Pawlak, Julian/Peters, Johannes (éditeurs), *From the North Atlantic to the South China Sea*, Nomos : Baden-Baden, p. 163–180.
- Pawlak, Julian/Bruns, Sebastian (2019) : Die Ostsee ist nicht Las Vegas. Das Mare Balticum im sicherheitspolitischen Kontext, paru dans : *MarineForum* 6, p. 20–34.
- Pesu, Matti (2022) : As Finland Watches : From Alignment to Alliance?, paru dans : *War on the Rocks* du 11/02/2022, <https://warontherocks.com/2022/02/as-finland-watches-from-alignment-to-alliance/>, dernière consultation le 09/03/2022.
- Pincus, Rebecca (2020) : Towards a New Arctic. Changing Strategic Geography in the GIUK Gap, paru dans : *the RUSI Journal* 165 (3), p. 50–58.
- Polmar, Norman (2020) : OKEAN. A Massive Soviet Exercise, 50 Years Later, paru dans : *Proceedings* 146 (4/1406), <https://www.usni.org/magazines/proceedings/2020/april/okean-massive-soviet-exercise-50-years-later>, dernière consultation le 10/01/2022.
- Presse- und Informationszentrum der Marine (2021) : Neue U-Boote und Seeziel-Flugkörper für die Marine du 09/07/2021, <https://www.bundeswehr.de/de/organisation/ausruestung-baainbw/aktuelles/deutsch-norwegische-u-boote-und-seeziel-flugkoerper-5109534>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Roberts, Peter (2018) : NATO Review - Will the Alliance Discover Navies Again?, *NATO Review* du 30/04/2018, <https://www.nato.int/docu/review/articles/2018/04/30/will-the-alliance-discover-navies-again/index.html>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Sproule, Peter (2021) : Canada and the Fourth Battle of the Atlantic, paru dans : *Canadian Naval Review* 16 (3), p. 4–8.
- Stöhs, Jeremy (2021) : How High? The Future of European Naval Power and the High-End Challenge, Djøf Publishing in cooperation with Centre for Military Studies: Copenhagen, https://cms.polsci.ku.dk/publikationer/hvor-hoejt-fremtiden-for-europaeisk-maritim-militaermagt-og-udfordringen-fra-stigende-kapacitetstaer-skler/CMS_Report_2021_1_-_How_High_-_The_Future_of_European_Naval_Power_updated_15_FEB_2021_.pdf, dernière consultation le 08/01/2022.
- Stöhs, Jeremy/Pawlak, Julian (2019) : Strategische Herausforderungen und Handlungsoptionen westlicher Politik im nördlichen Atlantik, paru dans : *SIRIUS – Zeitschrift Für Strategische Analysen* 3 (3), p. 242–254, <https://doi.org/10.1515/sirius-2019-3003>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Stubbs, Bruce (2017) : U. S. Seapower has a Role in the Baltic, paru dans : *Proceedings* 134 (9), p. 46–51.
- Sukhankin, Sergej (2021) : The Belarus Factor in Kaliningrad's Security Lifeline to Russia, paru dans : Howard, Glen E./Czekaj, Matthew (éditeurs), *The Growing Importance of Belarus on NATO's Eastern Flank*, The Jamestown Foundation : Washington, D.C., p. 324–350.
- Sun Tzu (1971) : *The Art Of War*, traduit par Samuel Griffith, Oxford University Press : Oxford.
- Swartz, Peter M. (2021) : Evolution of U. S. Navy Roles in NATO. Always an Important Part of a Larger Whole (CNA Historical Paper Series).
- Swartz, Peter M. (2003) : Preventing the Bear's Last Swim. The NATO Concept of Maritime Operations (ConMarOps) of the last Cold War Decade, paru dans : Loucas, I./Marcoyannis, G. (éditeurs), *NATO's Maritime Power 1949-1990*, Inner Publications : le Pirée, p. 47–61.
- Tass (2021) : Military doctrine of Russia and Belarus is response to pressure from the

- West - official du 05/11/2021, <https://tass.com/politics/1358043>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Till, Geoffrey (2005) : Holding the Bridge in Troubled Times. The Cold War and the Navies of Europe, paru dans : *Journal of Strategic Studies* 28 (2), p. 309–337.
- Till, Geoffrey (2009) : *Seapower. A Guide for the Twenty-First Century*. Second Edition, Routledge : New York.
- Vershinin, Alex (2021) : Feeding the Bear. A Closer Look at Russian Army Logistics and the Fait Accompli, paru dans : *War on the Rocks* du 23/11/2021, <https://warontherocks.com/2021/11/feeding-the-bear-a-closer-look-at-russian-army-logistics/>, dernière consultation le 08/01/2022.
- Young, Thomas-Durell (2019) : NATO's Selective Sea Blindness. Assessing the Alliance's New Navies, paru dans : *Naval War College Review* 72 (3), p. 13–39.